



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Visite officielle

- "Il n'y a pas de consensus" : Philippe Tabarot le ministre des Transports stoppe le projet du contournement Est de Rouen – Ici
- Rouen, Cléon, Le Havre : visite en trois temps pour le ministre des Transports – PN
- Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports - PN
- CMA CGM Notre Dame au Havre : immersion au cœur d'un navire hors-norme – PN

Mobilité

- Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens – PN
- Seine-Maritime. Le radar mobile revient sur cet axe très fréquenté – LCC

Économie et vie des entreprises

- Près de Rouen. "L'Etat a 24h pour empêcher la liquidation" : la CGT met la pression pour la reprise de Chapelle Darblay – Tendance Ouest

Sécurité

- Séverine, brûlée vive à Yvetot : autopsie d'un féminicide – Le poulpe
- Incendie au CRA d'Oissel : l'auteur présumé placé en détention provisoire dans l'attente de son procès – Info Normandie
- Après l'incendie au centre de rétention administrative de Oissel, un homme sera jugé fin juillet – F3
- Trois hospitalisations et un procès en juillet 2026, après l'incendie du centre de rétention de Oissel - PN

Logement

- Logements traversants, volets, façades blanches et végétation : un nouvel écoquartier de Rouen conçu pour résister aux canicules – F3
- Pénurie d'eau froide dans un immeuble de la ville haute du Havre, des commerçants viennent en aide aux habitants - 76actu

Social et société

- Dans ce village près de Rouen, les parents sortent leurs tracteurs contre la fermeture d'une classe – PN
- Violences sur mineurs au Havre : « plus de 800 dossiers en cours », délais... ce qu'il faut savoir - 76actu

Éducation

- Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen – PN

Services de l'État

- Bolbec. Le centre des finances publiques menacé ? - LCC
- Gainneville. La maison de santé répond aux attentes – LCC
- « On ne sait plus quoi faire » : près de Rouen, l'inquiétude de réfugiés ukrainiens menacés d'expulsion – PN
- Dans le bureau de... Patrick Longuet, nouveau patron de la Police Nationale de la Seine-Maritime – PN
- Des radars dits de chantier installés au nord de Rouen : comment ça marche et pourquoi sont-ils là ? 76actu

Collectivités locales et équipements publics

- L'attribution de subventions pour des associations interpelle le Rassemblement national à Dieppe – 76actu
- Cléon : la ville a inauguré sa nouvelle Maison des sports et de la culture – 76actu
- Villes Sœurs : Le territoire reste prioritaire pour attirer les médecins généralistes - L'informateur

Travaux et aménagements

- 6,3 millions d'euros pour une école (enfin) conçue comme un îlot de fraîcheur ! – PN
- Chantier naval Padmos à Dieppe : où en est-on un an après son installation sur le port ? – F3
- Des travaux à Barentin cet été : 450 mètres de canalisations refaits, un impact sur la circulation
- Le Havre : après le tramway, un nouveau chantier va impacter plusieurs quartiers cet été – PN
- « Ça va rentrer au chausse-pied » : près de Rouen, ce lycée va investir ses nouveaux locaux dès la rentrée 2026 - Journal d'elbeuf
- Voici les travaux du mois de juillet à Dieppe : ce qu'il faut savoir pour circuler sans souci - Les infos dieppoises
- La jetée ouest à Dieppe vient de rouvrir : combien ont coûté les travaux ? - 76actu

Nécrologie

- « Un grand serviteur de la ruralité » : René Delcourt, ancien médecin et maire de Longueville-sur-Scie, est décédé - 7-actu

Acteurs publics

- "L'IA déplace et transforme le type de ressources nécessaires à l'exercice du pouvoir"

"Il n'y a pas de consensus" : Philippe Tabarot le ministre des Transports stoppe le projet du contournement Est de Rouen

6-7 minutes

Philippe Tabarot, le ministre des Transports était l'invité d'ICI Normandie ce mercredi (photo d'illustration) © Maxppp - LP / Fred Dugit (staff) PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP

Diffusé le jeudi 2 juillet 2026 à 7:32

Publié le jeudi 2 juillet 2026 à 7:32

Invité ce jeudi sur ICI Normandie, le ministre des Transports, Philippe Tabarot, enterre le projet de contournement Est de Rouen. Selon lui, il n'y a pas de consensus politique pour construire cette autoroute de 41 km qui doit relier l'A28 à l'A13.

"Aujourd'hui, c'est non." Philippe Tabarot ne noie pas le poisson : invité ce jeudi sur ICI Normandie, le ministre des Transports enterre le projet du contournement Est de Rouen. [Discutée depuis plus de 50 ans](#), cette autoroute à péage de 41 km devait relier l'A28 à l'A13.

"Je dirais que ce sera probablement non l'année prochaine, puisqu'il y a une déclaration d'utilité publique qui arrive à échéance l'année prochaine. Sauf changement de situation particulière, je ne demanderai pas sa reconduction, assure Philippe Tabarot. Tout simplement parce que j'ai toujours dit que pour mener un projet aussi important, que ce soit financier, que ce soit au niveau des nuisances que le chantier peut apporter, de son coût... On a besoin d'un consensus politique sur ce sujet. Et malheureusement, ou heureusement pour certains, il ne l'est pas."

Pas de consensus chez les élus

Selon le ministre des Transports, c'est notamment du côté des collectivités locales, susceptibles de participer au financement d'un tel projet, que le consensus n'existe pas. *"Ce n'est pas un secret que le maire de Rouen ne souhaite pas ou plus voir ce projet être mené à bien, également la métropole. J'ai cru comprendre que le président de région souhaitait avoir d'autres priorités au niveau des investissements, ce qui est normal... Bref, on voit qu'il n'y a pas de consensus sur ce sujet."*

Philippe Tabarot reprend : *"Je suis toute la journée dans mon ministère dans l'obligation de faire des arbitrages. Donc, quand il n'y a pas un consensus politique sur les sujets, ils ne deviennent plus prioritaires et celui-ci ne l'est plus."*

"Ce n'est pas à l'État d'imposer le projet"

Le projet avait pourtant été déclaré d'utilité publique en 2017 par l'État, reconnu d'intérêt général par le Conseil d'État en 2020. Mais *"monsieur Mayer-Rossignol a été réélu démocratiquement par une majorité des habitants de cette commune, il est à la tête de la métropole, il a le soutien de ses habitants. Il s'est prononcé clairement maintenant contre le projet ou ce type de projet. Donc, je ne vais pas imposer un projet."*

Le ministre fait un parallèle avec le débat sur l'autoroute A69 dans le Tarn. *"Moi, je peux faire des projets routiers, on peut les mener à bien. Par contre, il faut qu'il y ait un consensus sur ce projet d'A69 : la présidente de région était très favorable à financer, les présidents de départements, l'immense majorité des parlementaires... Donc là, on y va, même s'il y a des difficultés et des oppositions. Mais si les principaux financeurs ne sont pas pour et ne poussent pas fortement, ce n'est pas à l'État d'imposer le projet."*

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- ICI
- [Chantiers – Travaux](#)
- [Autoroutes – Péages](#)
- [Info trafic – Circulation routière](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI

Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

Philippe Brun a annoncé ce mardi 30 juin 2026 sa candidature à la primaire interne du Parti socialiste, en vue de l'élection présidentielle de mai 2027. Le conseiller municipal d'opposition de Louviers et député de l'Eure est l'invité d'ICI Normandie ce mercredi.

Le 01/07/2026

Le bilan a sonné pour les agriculteurs normands, après la vigilance rouge canicule déclenché du 23 au 26 juin 2026. Quelles conséquences ? Le président des chambres d'agriculture France, agriculteur en Seine-Maritime, éleveur de porcs et céréalier à Vieux-Manoir, est l'invité de ICI Normandie.

Le 30/06/2026

Après avoir fermé jeudi et vendredi en raison de la canicule, les écoles rouennaises accueillent de nouveau les élèves ce lundi 29 juin 2026. Alors pourquoi ce choix ? Le deuxième adjoint en charge de la ville en résilience, est l'invité de ICI Normandie.

Le 29/06/2026

Dans la foulée de la mort de Lyhanna, le ministre de la Justice a demandé aux magistrats de reprendre 70.000 dossiers de plaintes pour violences sexuelles sur mineurs, avec pour date limite le 14 juillet. Où en est le parquet de Rouen ? Le procureur de la République fait le point ce vendredi.

Le 26/06/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Il y a désormais trois terrains de football dans les Hauts de Rouen, qui vont bénéficier au Rouen Sapins FC. Mohamed Fehim, le président du club de football, est l'invité de ICI Normandie ce jeudi 4 décembre 2025.

Le 04/12/2025

- C'est une mesure qui entre en vigueur le lundi 1er septembre : la gratuité des transports en commun dans la métropole de Rouen pour les moins de 18 ans. Son président, et maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, est l'invité de ICI Normandie ce mercredi 27 août.

Le 27/08/2025

- Le projet Aquind, cette ligne électrique sous-marine entre la Normandie et l'Angleterre, n'a pas obtenu de concession d'utilisation du domaine public maritime. Une excellente nouvelle pour Donald Brument, le président de l'association "Non à Aquind", qui espère l'abandon de ce chantier.

Le 09/10/2025

- Le PDG de la SNCF, l'ancien Premier ministre Jean Castex, est venu à Yvetot, ce jeudi 12 février 2026, pour prendre la température du rail normand. Les sujets ne manquaient pas.

Le 13/02/2026

paris-normandie.fr

Rouen, Cléon, Le Havre : visite en trois temps pour le ministre des Transports

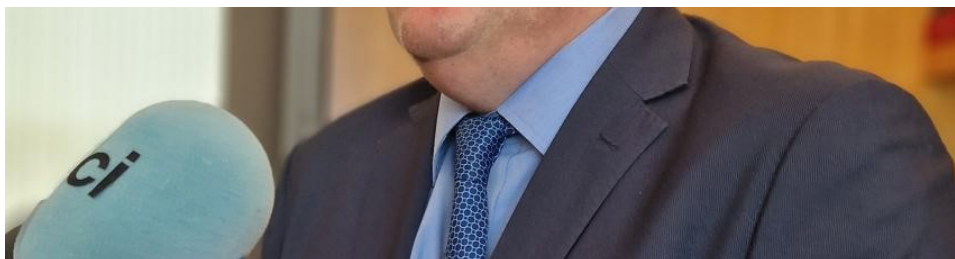
Paris Normandie

5-6 minutes

Philippe Tabarot sera en Seine-Maritime le jeudi 2 juillet 2026 pour une triple inauguration, dont le raccordement de la Sud III et du pont Flaubert, à Rouen.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Philippe Tabarot, ministre des Transports. - PN



Par la rédaction

Publié: 1 Juillet 2026 à 14h24 Temps de lecture: 1 min

Rouen, Cléon et Le Havre. Philippe Tabarot est attendu jeudi 2 juillet 2026 en Seine-Maritime pour une visite en trois temps et autant d'inaugurations. Dès 8 h, le ministre des Transports ouvrira officiellement à la circulation le raccordement au pont Flaubert, à Rouen. Un chantier de l'ordre de 165 millions d'euros, qui aura duré près de sept ans, et qui doit permettre de fluidifier les échanges entre les deux rives. Cette visite à Rouen sera très probablement l'occasion pour le ministre d'évoquer deux dossiers majeurs en termes d'infrastructures, le contournement Est de Rouen et la future Ligne nouvelle Paris-Normandie.

Logistique durable

Une heure et demie plus tard, direction Cléon, pour l'inauguration du nouveau site logistique du groupe Ferrero, un bâtiment de 32000 m² qui représente un investissement de 33 millions d'euros annoncé l'an dernier lors du sommet annuel « Choose France ». Selon le ministre des Transports, *« cette infrastructure illustre la trajectoire de Ferrero, premier acteur de son secteur labellisé FRET 21, vers une logistique durable intégrant déjà des camions électriques et dont l'ambition est de disposer d'une flotte 100 % électrique à horizon 2040. »*

Deux ministres au Havre

En fin de matinée, le ministre se rend au Havre, sur le site de Port 2000, où est inauguré le porte-conteneurs CMA CGM Notre-Dame, le plus grand navire du genre battant pavillon français. Il sera rejoint sur place par sa collègue du gouvernement en charge de l'Enseignement et de la Formation professionnels et de l'Apprentissage, Sabrina Roubache. Long de 400 mètres, ce navire propulsé au Gaz naturel liquéfié a une capacité de transport de plus de 24000 conteneurs.

Lire aussi



[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)



[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le](#)

[prêtre avec des excréments](#)



[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)





Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens



Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments



Exclusif

Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus »,

[annonce le ministre des Transports](#)



[Ces musiciens normands, en uniformes de GI, font le buzz sur Youtube et dépassent 1,5 million de vues](#)



[Coupe du monde 2026 : cette ville près d'Elbeuf diffusera la demi-finale sur écran géant... mais sans le son !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports

Stéphane Siret

5-7 minutes

Vous inaugurez à Rouen la mise en service du raccordement de la Sud III au pont Flaubert. C'est la fin d'un long chantier de sept ans. Mais évidemment, la question du contournement Est de Rouen se pose. Il y a un an, en visite au Havre, vous aviez dit que sans consensus, il ne verrait pas le jour. Annoncerez-vous la fin de ce projet ?

Philippe Tabarot. « Je viens d'abord pour inaugurer un chantier engagé depuis de nombreuses années. Ce pont est une infrastructure remarquable, avec des accès qui n'étaient pas à la hauteur de l'ambition de l'époque. Nous sommes fiers de la réalisation qui va offrir une vraie continuité avec l'A13 et l'A150. Ce raccordement va être un levier de développement urbain et économique. C'est une belle réalisation sur le plan environnemental, sur le plan social par rapport à des personnes qui étaient éloignées, et sur le plan de la gestion publique. »

Et le contournement Est de Rouen ?

« Effectivement, cela fait un an que j'ai eu l'occasion de me rendre au Havre et où vous m'aviez questionné sur le sujet. Je vous avais dit de manière très claire que s'il n'y avait pas de consensus politique sur le sujet, le sujet ne pourrait pas continuer à avancer. Donc, j'ai échangé avec différents partenaires et je dirais, de l'avis quasi général et objectivement, et même sur ceux qui sont favorables au projet, que l'idée d'un consensus politique n'a pas été trouvée, notamment au niveau de la Ville de Rouen et de la Métropole de Rouen. Le maire n'a pas été un fervent défenseur du projet, c'est le moins qu'on puisse dire ; il a retrouvé la confiance de ses

administrés et, quelque part, ça scelle le sort de l'équipement, en sachant qu'il y a deux conditions pour mener un projet de la sorte : qu'il y ait un consensus politique et aussi des financements. Il n'y aura donc pas de demande de l'État de renouveler la Déclaration d'utilité publique, puisqu'elle tombait à expiration l'année prochaine. Ce qui veut dire, clairement, que le projet n'avancera plus. Il va s'arrêter. »

C'est la fin des grands projets ?

« Non, nous ne renonçons pas aux projets d'aménagement, qu'ils soient routiers, ferroviaires ou autres dans l'agglomération de Rouen. Je rappelle qu'il y a un projet de [Service express régional métropolitain \(Serm\)](#) rouennais qui avance bien, qui est porté également par la Région, la Métropole et les communautés d'agglomérations. Il a été labellisé en 2024 et fait l'objet d'études de préfiguration notamment avec la Société des grands projets. Il permettra de répondre aux questions de mobilité dans Rouen. Donc vraiment, je ne souhaite pas que la non-reconduction de la DUP du contournement ou la non-demande de reconduction de la DUP soit prise comme à la fois un sujet de ne plus investir dans les transports routiers, en général, c'est bien l'inverse. Nous souhaitons au niveau de l'État mener à bien le projet de Serm en lien avec les partenaires. »

L'opposition au contournement Est de Rouen de l'actuel Premier ministre, ex-président du conseil départemental de l'Eure, a-t-il pesé dans la balance ?

« Non, vraiment pas. Le Premier ministre me laisse totalement libre sur la gestion des dossiers de mobilité. »

Il y a un an, vous aviez aussi évoqué la Ligne nouvelle Paris-Normandie, à l'époque bloquée par les élus d'Île-de-France. Le projet est relancé ?

« L'arrivée de Serge Castel en tant que délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine a permis de débloquent les dossiers. Il a repris la concertation et notamment, on va se le dire directement, il a retravaillé avec les élus d'Île-de-France qui étaient assez bloqués sur le sujet, en particulier la présidente Valérie Pécresse. Les choses sont reparties, on a tenu et j'en ai présidé moi-même des comités de pilotage avec tous les élus franciliens

présents sur ce sujet. Nous sommes dans le travail de la première phase de concertation qui se passe plutôt bien. Il n'y a aucune raison pour que le projet ne continue pas. Il y avait besoin d'explications concernant la réduction des nuisances et l'impact potentiel dans les Yvelines, dans les Hauts-de-Seine, sur le plateau de Caux. Il fallait améliorer l'existant le plus rapidement possible, assurer la robustesse et la régularité, bien sûr un gain de temps de parcours dès la première phase, lever l'inquiétude sur le passage du fret et la compatibilité avec le trafic de voyageurs. Il faut aussi que LNPN puisse s'imbriquer dans le projet de Service express régional métropolitain de Rouen. C'est à tout cela que travaille le préfet Castel. »

Quelles sont les prochaines échéances maintenant ?

« Deux comités techniques auront lieu en juillet et septembre. Nous aurons le rendu des ateliers de la première phase pour commencer, ensuite, la mise en enquête publique du projet, sa déclaration d'utilité publique et la réalisation de la première phase. »

C'est-à-dire ?

« On travaille sur la nouvelle gare de Rouen, à Saint-Sever. Je sais qu'elle est attendue pour réduire les saturations de la gare actuelle. »

Certains parlent d'un premier chantier qui ne verrait pas le jour pas avant 2040... Est-ce que vous confirmez ?

« J'espère que les choses avancent beaucoup plus rapidement. Je ne veux pas m'engager sur une date exacte, mais en tout cas, à la fois sur le projet et les financements, il semble que le consensus politique soit enfin revenu. »

CMA CGM Notre Dame au Havre : immersion au cœur d'un navire hors- norme

Barbara Huet

6-8 minutes

Le porte-conteneurs CMA CGM Notre Dame sera inauguré jeudi 2 juillet 2026 à midi sur le port du Havre. Salle des machines, passerelle, « château »... Visite guidée de ce géant des mers avec plusieurs de ses officiers.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par [Barbara Huet](#)

Publié: 2 Juillet 2026 à 06h01 Temps de lecture: 2 min

« À chaque fois que nous sommes au pied de ce bateau, avant d'embarquer, on se dit « waouh », cette montagne qui se détache dans le ciel, c'est impressionnant. Puis quand on est dessus, on s'habitue ! » Jean-Baptiste Tapie, chef mécanicien et Klervi Menec, officier mécanicien à bord du [porte-conteneurs « CMA CGM Notre Dame »](#), endossent, aujourd'hui, le rôle de guides sur ce géant des mers. Au niveau de la passerelle, « l'endroit depuis lequel on dirige le navire et où l'on gère les aspects techniques », une quinzaine de marins sont à l'ouvrage. En outre, deux autres postes de contrôle ont été installés à l'extérieur. L'un à bâbord, l'autre à tribord. Ce qui « permet de voir le quai pour accoster », précise [Jean-Baptiste Tapie](#). Vu d'en haut, les chariots cavaliers qui s'activent, 60 m plus bas, ont l'air si petits... Tout comme les « boîtes » qui s'étendent à perte de vue sur le port du Havre.

« Chaque conteneur est à sa place »

Des « boîtes », il y en a actuellement 11 600 (de 40 pieds) chargées sur ce navire. Lundi 29 juin 2026, les dockers havrais en ont retiré 800, afin de réaliser « la vague » en conteneurs, aux couleurs de [CMA CGM](#), visible de loin.

« Du parfum, des pots de peinture, des pièces détachées pour des machines... On transporte toute sortes de choses », détaille [Romain Fiquet](#), second capitaine, au pied d'un mur de conteneurs. Il y a aussi « des marchandises dites dangereuses, comme des produits chimiques, inflammables ». Le positionnement des « boîtes » dépend de la dangerosité de celles-ci, de leur poids et de leur destination. Rien n'est laissé au hasard, « chaque conteneur est à sa place ».

Du sport en permanence

Passons maintenant à l'arrière du navire, dans la salle des machines. « Voici le moteur de propulsion. Il tourne à environ 60 (80 maximum) tours par minute et fonctionne au [gaz naturel liquéfié](#) et au diesel, explique le chef mécanicien. Le gaz est le combustible principal et en cas de souci, on ferme les vannes et nous passons au fioul. »

A l'image de [CMA CGM Notre Dame](#), les caractéristiques de ce moteur sont impressionnantes : « 25 m de long, environ 15 m de haut, pour un poids de 2 000 tonnes. » L'équipe machine est, elle aussi, composée d'une quinzaine de personnes. Elles gèrent non seulement le moteur mais aussi toutes les installations type climatisation, réfrigérateur, machines à laver, alarmes, etc.

Jean-Baptiste Tapie poursuit ses explications au pas de course dans ce véritable labyrinthe. « Il faut 9 minutes pour passer de l'arrière à l'avant », indique-t-il sans s'arrêter. Sur d'autres porte-conteneurs CMA CGM, les marins utilisent des trottinettes pour se rendre en salle des machines, un lieu qu'il faut parfois rejoindre en urgence. « Nous en aurons peut-être bientôt ici », confirme le chef mécanicien.

Avant d'arriver au « château », soit le « lieu de vie » du bateau, petit crochet par la salle de basket. « C'est la première fois que nous disposons d'un tel équipement, c'est formidable, une grande avancée ! » Ainsi le dimanche après-midi, « journée un peu plus calme que le reste de la semaine », l'équipage et les officiers peuvent mettre quelques paniers ou encore faire une partie de tennis de table. Un bon moyen « d'avoir des marins de bonne humeur », plaisante le chef mécanicien. Rejoindre sa cabine implique également de faire du sport : sur ce navire, on ne cesse de monter et descendre des étages.

Ce jeudi 2 juillet 2026, un bateau véritablement hors-norme va être inauguré en grande pompe sur le port du Havre.

Lire aussi

[Après les municipales, le collectif Le Havre est à vous se raconte dans un documentaire](#)

[Le Havre : après le tramway, un nouveau chantier va impacter plusieurs quartiers cet été](#)

[Le patron de bar demande sa remise en liberté, le HAC représenté au Mondial... Le point actu du 1er juillet](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre Seine-Maritime Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Video

[CMA CGM Notre Dame au Havre : immersion au cœur d'un navire hors-norme](#)



[Après les municipales, le collectif Le Havre est à vous se raconte dans un documentaire](#)





[Le Havre : après le tramway, un nouveau chantier va impacter plusieurs quartiers cet été](#)



Video

[Le Havre. Pourquoi CMA CGM Notre Dame s'appelle CMA CGM Notre Dame ?](#)



[Le patron de bar demande sa remise en liberté, le HAC représenté au Mondial... Le point actu du 1er juillet](#)





Infographie

[Étretat, Giverny, Rouen, Le Havre : à quel point subissez-vous les effets du tourisme de masse ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens

Cécile Frangne

8-10 minutes

Après sept ans de travaux, les services de l'État s'apprêtent à finaliser le raccordement du pont Flaubert à la Sud III, jeudi 2 juillet 2026 au matin. Voici ce qui va changer.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)

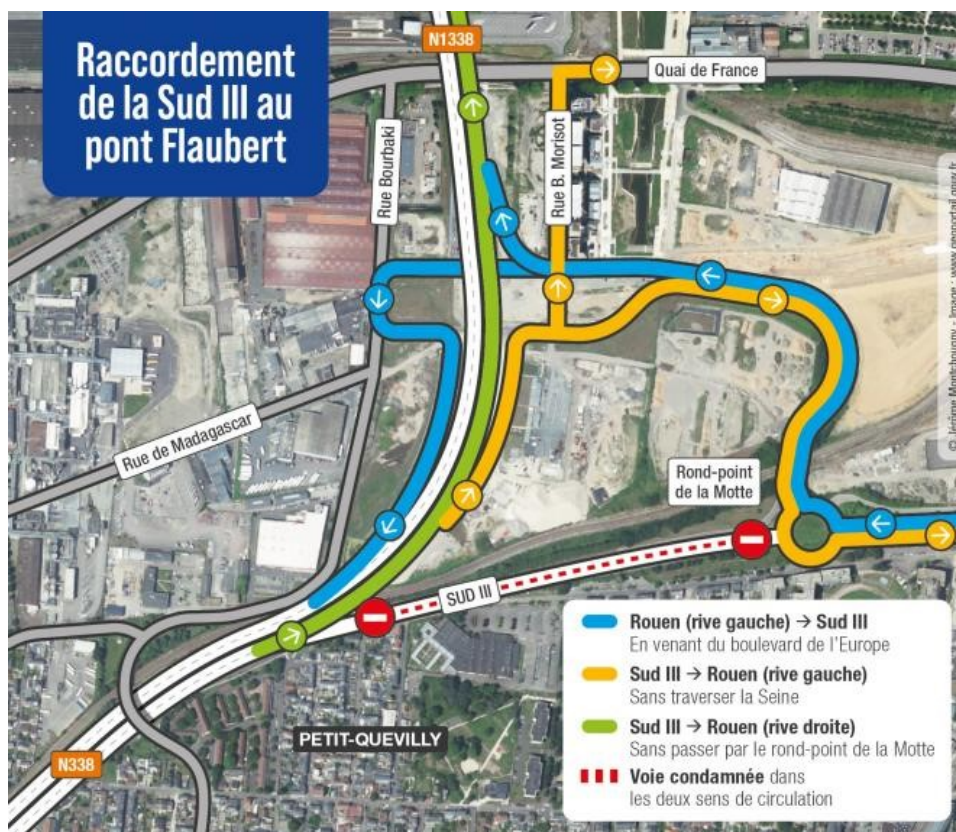


Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 1 Juillet 2026 à 18h41 Temps de lecture: 1 min

Une dernière nuit de travaux, et le moment tant attendu sera enfin là : après sept ans d'un chantier entamé en 2019 et évalué à 180 millions d'euros, les services de l'État s'apprêtent à [finaliser le raccordement](#) du pont Flaubert à la Sud III.

Celui-ci doit intervenir jeudi 2 juillet 2026, à 8h30. Et changer par la même occasion les habitudes des 70 000 automobilistes qui empruntent quotidiennement la voie rapide rive gauche. Explications.



Le nouveau plan de circulation doit s'appliquer à partir de jeudi 2 juillet, 9 heures. - Infographie Jérôme Montchoungny

Un accès direct à la rive droite

C'est la dernière pièce du gigantesque puzzle routier qui s'emboîte : le raccordement du pont Flaubert au sens de circulation sud-nord de la Sud III.

Ainsi, dès jeudi, 9 heures, les automobilistes engagés sur la Sud III depuis la rive gauche en direction de Rouen emprunteront le nouveau viaduc au niveau de l'échangeur de Stalingrad – près de l'ancienne jardinerie Poullain – pour rejoindre directement le

tablier du pont et la rive droite, sans avoir à passer par le rond-point de la Motte.

Avec, à la clé, un gain de temps escompté « *de deux à trois minutes* » pour ces automobilistes qui effectuent directement la jonction, estime Jean-Luc Rolland, chef de projet à la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Dreal).

Les déviations et itinéraires bis prenant fin avec les travaux, tous les trajets devraient raccourcir « *d'une quinzaine de minutes* » et les « *bouchons se résorber* » plus rapidement aux heures de pointe.

« Il était compliqué pour les usagers venant du boulevard de l'Europe d'effectuer la jonction en raison des voitures en provenance de la Sud III qui s'aggloméraient au niveau du giratoire de la Motte.

Jean-Luc Rolland, Chef de projet à la Dreal

Deux nouveaux itinéraires sur la rive gauche

Les usagers ne souhaitant pas traverser la Seine devront eux aussi emprunter le raccordement jusqu'à la bretelle de sortie débouchant au niveau des nouveaux immeubles Gaïa, sur la place centrale du quartier Flaubert.

Deux choix s'offriront alors à eux : rejoindre le carrefour de la prison et le boulevard de l'Europe via le rond-point de la Motte. « *Dès jeudi, ces automobilistes pourront aussi rejoindre directement les quais via la rue Berthe-Morisot jusqu'à la tête sud du pont Guillaume-le-Conquérant* », complète Jean-Luc Rolland.



L'ancien rond-point de Madagascar est devenu la place centrale du nouveau quartier Flaubert. - Photo préfecture de la Seine-Maritime

Déjà amputée d'une voie de circulation, la « *section terminale* » de la Sud III allant de l'échangeur Stalingrad (au niveau de l'ancienne jardinerie Poullain) au rond-point de la Motte est quant à elle définitivement condamnée.

Elle sera déconstruite à partir de l'automne pour laisser place à de nouvelles constructions.



L'ancienne portion de la Sud III sera condamnée et démolie. -
Photo Stéphanie Péron-Clément

Une circulation plus fluide aux heures de pointe ?

Dans l'autre sens de circulation nord-sud, déjà raccordé depuis avril 2025, pas de changement.

Les automobilistes venant du boulevard de l'Europe devront dans tous les cas emprunter la RN 1338 en direction des nouveaux immeubles Gaïa pour monter sur le pont Flaubert ou récupérer la Sud III en empruntant la bretelle d'accès via la rue Frida-Kahlo.

Les [feux tricolores](#) installés au pied du pont et des immeubles Gaïa resteront également en place. Et, avec eux, les ralentissements constatés aux heures de pointe ?

« Il était compliqué pour les usagers venant du boulevard de l'Europe d'effectuer la jonction en raison des voitures en provenance de la Sud III qui s'aggloméraient au niveau du giratoire de la Motte, explique

Jean-Luc Rolland. Avec deux tiers du trafic redirigé ailleurs, il y aura désormais beaucoup moins de ralentissements », promet-il.

Lire aussi



[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)



[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)





[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\) Le Petit-Quevilly \(Seine-Maritime\)](#)
[Métropole Rouen Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)





[Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens](#)



[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)



Exclusif

[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)





[Ces musiciens normands, en uniformes de GI, font le buzz sur Youtube et dépassent 1,5 million de vues](#)



[Coupe du monde 2026 : cette ville près d'Elbeuf diffusera la demi-finale sur écran géant... mais sans le son !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

PARIS **NORMANDIE**

[Retour en haut du site](#) [Rouen](#) [Le Havre](#) [Évreux](#) [Dieppe](#)
[Fécamp](#) [Vernon](#) [Louviers](#) [Yvetot](#) [Bernay](#) [Bolbec](#) [Pont-Audemer](#)
[Elbeuf](#) [Lillebonne](#) [Neufchâtel-en-Bray](#) [Deauville et sa région](#) [Caen](#)
[Faits divers](#) [France](#) [Monde](#) [Pratique](#) [Emploi](#) [Immobilier](#) [Sports](#)
[Loisirs](#) [Économie](#) [Politique](#) [Vidéos](#) [Agenda](#) [Index journalistes](#) [La](#)
[Voix du Nord](#) [L'Union](#) [Le Courrier picard](#) [L'Aisne nouvelle](#) [L'Est Eclair](#)
[L'Ardennais](#) [Nord Littoral](#) [Le Messenger](#) [Le Soir](#) [Sud Info](#)

Seine-Maritime. Le radar mobile revient sur cet axe très fréquenté

Ghislain Annetta

~1 minute

Certains ont se faire surprendre hier soir et ce jeudi 2 juillet au matin. Le radar mobile a retrouvé une place qu'il connaît bien. Il a été installé sur la D 6015, au cœur du pays de Caux, entre la sortie du village d'Alvimare et le giratoire dit du "Poteau d'Allouville" (jonction avec la D 926 vers Fauville et Fécamp). Il est situé sur le bord de la chaussée à droite quand on vient du Havre et que l'on roule en direction d'Yvetot. A cet endroit, la vitesse est limitée à 80 km/h et la fréquentation est estimée à 13 000 véhicules par jour.

- **A lire aussi.** [A proximité d'enfants, deux mineurs roulaient dangereusement dans une rue piétonne](#)

Près de Rouen. "L'Etat a 24h pour empêcher la liquidation" : la CGT met la pression pour la reprise de Chapelle Darblay

Alexandre Leno

2-3 minutes

Menacée de liquidation judiciaire, l'entreprise Fibre Excellence, qui porte le projet de reprise de la papeterie [Chapelle Darblay](#) à Grand-Couronne près de Rouen, a trouvé un nouveau souffle ces dernières semaines avec l'arrivée d'un nouvel investisseur, le milliardaire français Matthieu Pigasse. Ce dernier s'est officiellement positionné pour reprendre le projet industriel, qui comprend également le sauvetage des usines de Saint-Gaudens et Tarascon, dernier bastion de l'industrie papetière en France.

- **A lire aussi.** [Fibre Excellence, le repreneur de Chapelle Darblay en difficulté économique, la reprise de la papeterie menacée ?](#)

Un projet industriel présenté au ministère

"Un véritable projet industriel et un plan de financement sont aujourd'hui sur la table, qui ont été présentés ce jour lors d'une table-ronde organisée par le ministère de l'Industrie", indique la [CGT](#) dans un communiqué mercredi 1^{er} juillet. Il manque encore l'engagement du gouvernement sur le sujet, estime le syndicat qui lui met la pression. "Il lui reste moins de 24 heures pour empêcher la [liquidation](#), considérant les délais de dépôt du dossier de reprise au tribunal de commerce", l'audience devant le tribunal de commerce étant fixée à lundi 6 juillet.

- **A lire aussi.** [Près de Rouen. Vers la liquidation judiciaire de Fibre Excellence ? La reprise de la papeterie Chapelle Darblay à nouveau menacée](#)

La CGT réclame des garanties de l'Etat

"Les conditions posées par l'Etat étant remplies, le gouvernement doit donner toutes les garanties et aides nécessaires pour assurer une décision positive du tribunal de commerce". La CGT estime que le gouvernement a encore des leviers tels que *"les tarifs de l'électricité, quotas carbone, régulation du marché du bois, aides directes"* pour rassurer le tribunal.

Séverine, brûlée vive à Yvetot : autopsie d'un féminicide

Le Poulpe

10-13 minutes

L'ancien compagnon de Séverine, 43 ans, sera jugé pour meurtre d'ici quelques mois. « Mediapart » s'est plongé dans un dossier retraçant en pointillé le parcours d'une femme en grande précarité, sous curatelle et souffrant de troubles psychiques. Là encore, des alertes préalables existaient.

Le 7 février 2023, à 23 h 15, les pompiers d'Yvetot sont appelés au 2 bis rue de l'Épargne, rapidement rejoints par les gendarmes. Dans la cour d'un petit immeuble, les services de secours prennent en charge Séverine, une femme de 43 ans, alors consciente, mais brûlée sur l'ensemble du corps.

Grièvement touchée, elle est admise dans la nuit à l'hôpital d'instruction des armées de Percy (Hauts-de-Seine) désormais « *inconsciente et en détresse vitale* », d'après des éléments de la procédure consultés par Mediapart. « *Des brûlures profondes étaient présentes sur l'ensemble du corps excepté les aisselles, le pubis et le sillon interfessier. Elle présentait également une lésion due à l'inhalation de fumées.* » Séverine meurt à 1 h 04, le 9 février 2023.

Avant même le constat officiel, l'enquête a démarré. Dans un des appels aux secours, une habitante de l'immeuble déclare spontanément : « *C'est le voisin d'en dessous qui a foutu le feu.* » Un couple, habitant à quelques encablures dans la même rue, qui promenait son chien, relate avoir vu « *un incendie dans une habitation* » et, derrière une porte vitrée, aperçu « *une personne en flammes* ».

Séverine est parvenue à s'extraire du logement. Ses cheveux sont complètement embrasés. Ses vêtements commencent à fondre

sur elle.

Le couple se précipite pour éteindre le feu à l'aide de bouteilles d'eau. Dans la cour, à quelques mètres de la scène, un homme se montre virulent vis-à-vis d'eux. Anthony N., compagnon de la victime, fume une cigarette et peine à se tenir debout, semblant se désintéresser du sort de sa conjointe, qui se consume littéralement sous ses yeux. L'enquête a mis en évidence qu'après le déclenchement de l'incendie, il est sorti de l'appartement après avoir fermé la porte derrière lui, abandonnant sa conjointe.

L'un des témoins racontera aux gendarmes *« avoir été choqué du fait que le conjoint de la victime fumait au-dessus de celle-ci, alors qu'elle hurlait de douleur, et qu'il n'avait eu aucun geste de compassion ou de réconfort envers elle »*. Encore consciente, Séverine lâche : *« Il a voulu me mettre le feu. »* Et aussi : *« Il m'a jeté une cigarette dans le lit. »* Ce seront ses derniers mots.

Un procès aux assises

D'ici quelques mois, la cour d'assises de Seine-Maritime aura à juger Anthony N. pour meurtre par conjoint et destruction du bien d'autrui par un moyen dangereux. Placé en détention provisoire depuis les faits, il demeure présumé innocent et encourt une peine de réclusion criminelle à perpétuité.

Magistrat-es et juré-es auront à décortiquer le scénario de l'incendie. Plusieurs hypothèses ont émergé sur l'origine du feu, à partir des déclarations fluctuantes du conjoint et d'expertises. Celle du lancement par Anthony N. d'un mégot allumé dans le lit où dormait Séverine ou encore celle de la mise à feu d'un gilet appartenant à la victime, gilet qui aurait été ensuite lancé par Anthony N. à proximité immédiate du lit.

Dans les deux cas, si Anthony N. a reconnu avoir intentionnellement mis le feu, *« parce qu'il voulait lui faire peur ou attirer son attention, lui reprochant de faire la tête en restant seule dans son coin »*, le tout dans un contexte de très forte alcoolisation, il conteste avoir voulu attenter à la vie de sa compagne.

Les investigations ont démontré qu'il a évacué le matelas en feu vers le couloir de l'habitation. Dans cette manœuvre, il s'est brûlé aux deux mains. *« Il n'y a pas d'intention d'homicide qui ressort de ce*

dossier », affirme l'avocat du mis en cause, Jérémy Kalfon, qui réfute la qualification de « *féminicide* » et évoque « *une part accidentelle* ».

Des troubles psychiques

En filigrane, le procès devrait aussi aborder le contexte social marquant la vie du couple que formaient Séverine et Anthony N., celui d'une grande précarité, d'un quotidien marqué par les addictions, les troubles psychiques et des violences.

Les statistiques le démontrent : les morts violentes au sein du couple existent dans tous les milieux mais avec une surreprésentation parmi les personnes en grande précarité. « *L'auteur est majoritairement masculin, le plus souvent, vivant en couple, de nationalité française, âgé de 30 à 49 ans ou de 70 ans et plus, et n'exerçant pas ou plus d'activité professionnelle* », indique ainsi une [étude](#) du ministère de l'intérieur, publiée en 2021.

En miroir, on y lit que « *la victime est très majoritairement de sexe féminin, le plus souvent de nationalité française, âgée de 30 à 49 ans ou de 70 ans et plus, et n'exerçant pas ou plus d'activité professionnelle* ».

Dans le cas d'Yvetot, les investigations dépeignent les parcours de vie pour le moins cabossés du couple. À la lecture de l'ordonnance de mise en accusation, consultée par *Mediapart*, les informations sont malheureusement parcellaires. « *Le parcours de Séverine a été chaotique et, à l'issue des investigations, il y a encore des trous. L'enquête s'est d'abord concentrée sur le mis en cause, c'est la procédure criminelle qui veut ça* », observe Romain Degoutte, avocat de plusieurs membres de la famille de Séverine.

Celle-ci était sous curatelle depuis plusieurs années en raison de « *troubles du comportement* », a rappelé sa curatrice aux enquêteurs, décrivant une personnalité « *présentée comme très vulnérable et peu adaptée socialement* ». Le couple formé avec Anthony N. avait « *de grosses difficultés financières et ne payai[t] pas [ses] loyers* ».

Séverine a été admise en hôpital psychiatrique « *à plusieurs reprises* » et suivait un traitement lourd. Au moins une fois, c'est Anthony N. qui déclenche l'hospitalisation, sans consentement de

sa compagne, pour « *un épisode dépressif sévère avec des éléments délirants* ». Elle fait alors l'objet « *d'un placement en isolement en raison de troubles du comportement auto-agressifs avec risque suicidaire* ».

Cette grande vulnérabilité se lit aussi dans son parcours familial. Séverine, d'après les déclarations de sa mère, avec qui elle avait fini par couper les ponts, avait quitté le domicile familial « *assez jeune* », à la suite d'une mésentente avec son père. Elle avait rapidement eu une relation avec un premier homme, de laquelle sont issus deux premiers enfants. La mère de Séverine décrit ce premier conjoint comme « *un homme violent et alcoolique* » et précise que les enfants du couple ont été très jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance, étant livrés à eux-mêmes au sein du foyer.

Séverine avait ensuite eu plusieurs relations et un autre enfant, « *qui [a] été également placé* », toujours aux dires de sa mère. La rencontre entre Séverine et Anthony N. intervient en 2009. Ensemble, ils auront deux enfants, tous deux finalement placés.

De son côté, Anthony N., 43 ans, grandit dans une petite commune rurale en périphérie de Rouen, dans une famille plutôt entourante et stable. Il connaît néanmoins une scolarité difficile, avec plusieurs redoublements dès l'école primaire. Il finit par obtenir un diplôme de serveur. Il vivote ensuite dans le métier avant d'effectuer quelques missions d'intérim.

À partir de 2008, il s'enfonce dans le chômage de longue durée. Il est décrit comme un gros consommateur d'alcool et de cannabis. Dans la foulée de la mort de sa compagne, les résultats de l'expertise sanguine diligentée font d'ailleurs état d'un taux d'alcool dans le sang de « *1,36 gramme pour mille* » et de présence de cannabis. Des traces de molécules communes à certains médicaments du type Valium, Lysanxia ou Tranxene et des traces de morphine sont découvertes.

Anthony N. reconnaît en garde à vue consommer certains médicaments prescrits à sa compagne. Concernant la nuit du 7 au 8 février, il expliquera avoir bu de grandes quantités de bière et de porto avant de mettre le feu au gilet de sa compagne. « *Mon client est à l'extrême lisière de la pathologie psychiatrique* », soutient son avocat, sur la base des expertises

médicales réalisées.

Mediapart a par ailleurs découvert que le mis en cause a admis avoir eu « *des gestes à caractère sexuel* » sur une des filles de Séverine. M^e Degoutte évoque aussi le fait que le mis en cause aurait incité son beau-fils « *à boire de l'alcool et à fumer des joints* » alors qu'il était mineur.

Selon nos informations, les enfants n'ont pourtant pas été entendus dans cette procédure et aucune condamnation ne semble avoir été prononcée pour ces faits. Questionné par nos soins, le parquet de Rouen n'a pas répondu.

Des violences banalisées

Si l'autopsie du corps de la victime n'a pas mis en évidence de lésions laissant penser à la survenance de violences en amont de l'incendie, de nombreux témoignages font référence à un climat habituel de violences au sein du couple. La mère de Séverine explique qu'Anthony N. se serait déjà exprimé en ces termes : « *Toi, un jour, je te ferai la peau, saleté. Tu iras rôtir en enfer. Un de ces jours, je ferai un carnage, tu vois de quoi je veux parler, saleté, je brûlerai toute la famille.* »

Fin 2022, quelques semaines avant la mort de Séverine, une infirmière de l'hôpital psychiatrique du Rouvray, là où Séverine est suivie, téléphone aux gendarmes pour leur indiquer qu'il lui semble que celle-ci « *pouvait être battue* » après que cette dernière lui a fait comprendre « *être victime de maltraitance* ». Les gendarmes se rendent au domicile du couple, où tout est calme. « *Séverine ne dénonçait aucun fait et ne présentait aucun signe de violences.* »

À l'inverse, la jeune femme aurait pu se montrer violente en assénant un coup de couteau, en 2013, à son compagnon, selon le témoignage de ce dernier devant les gendarmes. « *Rien, dans le dossier, ne corrobore cette affirmation* », expose M^e Degoutte.

De son côté, le voisin du premier étage témoigne du fait qu'Anthony N. « *ne respectait pas sa femme, l'insultant et la bousculant* » lors de soirées alcoolisées auxquelles il participait. Une autre voisine relate « *les cris fréquents* ». Le voisin du deuxième étage indique, lui, avoir dû intervenir toutes les semaines « *pour faire cesser le tapage* » ou encore qu'Anthony N. enfermait sa

compagne dans l'appartement « *pour aller boire avec ses amis* ».

Devant les enquêteurs, Anthony N. décrit son couple « *comme fusionnel* », tout en concédant avoir pu se montrer « *violent envers elle* ». La sœur de la victime évoque le placement de leur dernier enfant après « *l'intervention des forces de l'ordre à leur domicile, dans un contexte d'alcool et de violences* ».

« *Il y a eu quelques signaux faibles, mais trop faibles pour qu'ils permettent d'empêcher le drame* », résume M^e Degoutte. « *On reste sur des personnes qui sont d'un milieu social précaire, sont alcoolisées... Ce ne sont pas des gens auxquels on s'identifie. Il y a une forme de préjugé social* », regrette encore l'avocat de Séverine.

Incendie au CRA d'Oissel : l'auteur présumé placé en détention provisoire dans l'attente de son procès

La rédaction d'infoNormandie

~2 minutes

L'homme soupçonné d'avoir volontairement déclenché un incendie dans le Centre de rétention administrative d'Oissel a été placé en détention provisoire. Son procès, prévu en comparution immédiate, a finalement été renvoyé au 31 juillet.





L'auteur présumé de l'incendie a été placé en détention provisoire jusqu'à son procès - Illustration © Adobe Stock

L'incendie s'est déclaré dans la soirée du 28 juin au sein des locaux réservés aux hommes du Centre de rétention administrative (CRA) d'Oissel (Seine-Maritime). Les investigations, appuyées par l'exploitation des images de vidéosurveillance, ont permis d'identifier un retenu comme étant à l'origine du sinistre.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il aurait volontairement mis le feu à plusieurs objets, notamment des matelas, provoquant un important dégagement de fumée et d'importants dégâts matériels.

Plusieurs personnes intoxiquées

Plusieurs policiers intervenus sur les lieux ont été incommodés par les fumées et examinés sur place. Trois personnes retenues ont, quant à elles, été transportées aux urgences du CHU en raison d'une intoxication. Deux d'entre elles ont déposé plainte.

En raison de l'ampleur des dégâts, les locaux destinés aux hommes du CRA demeurent fermés jusqu'à leur remise en état.

Déféré devant le procureur de la République le 30 juin, le mis en cause a été placé en détention provisoire dans l'attente de son jugement en comparution immédiate. L'affaire a finalement été

renvoyée au 31 juillet par le tribunal. Le prévenu reste incarcéré jusqu'à cette nouvelle audience.

Après l'incendie au centre de rétention administrative de Oissel, un homme sera jugé fin juillet

Bénédicte Robin

~2 minutes

Après l'incendie qui a touché le centre de rétention administrative de Oissel (Seine-Maritime) dans la soirée du dimanche 28 juin 2026, une personne, confondue par les images de vidéosurveillance, a été placée en détention provisoire en vue d'un procès le 31 juillet 2026.

Le centre de rétention administrative (CRA) de Oissel, près de Rouen (Seine-Maritime) a été victime d'un incendie dans la soirée du 28 juin 2026. Un incendie qui a touché les locaux qui abritent les hommes retenus. Ces personnes sont des ressortissants étrangers qui séjournent irrégulièrement sur le territoire français et font notamment l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire.

D'après le procureur de la République de Rouen, l'exploitation des images de vidéosurveillance a permis de déterminer que *"l'incendie a été déclenché par une personne retenue au CRA. Cette dernière a mis le feu à plusieurs objets et notamment des matelas"*.

Trois personnes retenues ont été intoxiquées par les fumées et ont dû être hospitalisées. Deux d'entre elles ont porté plainte. Des policiers ont également été incommodés et pris en charge sur place.

L'homme suspecté d'avoir mis le feu devait être jugé en comparution immédiate ce mercredi 1er juillet mais son procès a finalement été renvoyé au 31 juillet 2026.

Le CRA de Oissel est régulièrement pointé du doigt pour la vétusté de ses locaux et les conditions indignes dans lesquelles les personnes y sont retenues.

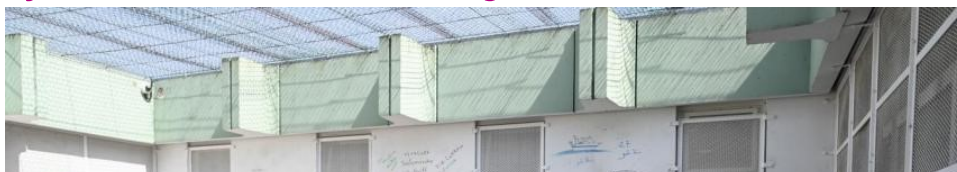
Trois hospitalisations et un procès en juillet 2026, après l'incendie du centre de rétention de Oissel

Robin Rioult

5-6 minutes

Un homme retenu au Centre de rétention administratif (CRA) de Oissel sera jugé le 31 juillet 2026 pour avoir incendié la zone homme. Plusieurs policiers ont été pris dans les flammes, et trois détenus ont dû être hospitalisés en urgence.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





La zone homme du CRA de Oissel a dû être évacuée après l'incendie. - Photo d'archives PND - STEPHANIE PERON CLEMENT



Par Robin Rioult

Publié: 1 Juillet 2026 à 18h01 Temps de lecture: 1 min

Dans la soirée du dimanche 28 juin 2026, policiers et étrangers retenus au [centre de rétention administratif \(CRA\) de Oissel](#) ont dû faire face à un départ de flammes qui aurait pu se révéler particulièrement dangereux.

Le feu a soudainement surgi dans la « zone hommes » de l'établissement.



La « zone hommes » du CRA de Oissel a dû être évacuée après l'incendie. - Photo d'archives PND - STEPHANIE PERON CLEMENT

S'il n'y a pas eu de blessés graves, plusieurs personnes ont dû faire l'objet de soins immédiats.

« Plusieurs policiers ont été pris dans les fumées et auscultés sur place, précise le parquet de Rouen. Trois personnes retenues ont été hospitalisées au CHU pour intoxication, deux d'entre elles ont déposé plainte. »

Un incendie d'origine criminelle

Pourquoi ces dépôts de plaintes ? Parce que les éléments de l'enquête pointent aujourd'hui vers une piste criminelle.

« L'enquête a permis, notamment grâce à la vidéosurveillance, de déterminer que l'incendie a été déclenché par une personne retenue au CRA, souligne le parquet de Rouen. Cette dernière a mis le feu à divers objets et notamment des matelas. »

Les locaux dédiés aux hommes du CRA sont fermés dans l'attente d'une remise en état.

Le Parquet de Rouen

Le mis en cause a été déféré le 30 juin 2026 devant le procureur de la République et placé en détention provisoire. La date de la prochaine audience a été fixée au 31 juillet 2026.

« Le mis en cause est maintenu en détention dans l'attente de son procès », précise le parquet.

Cet incendie a déjà des conséquences particulièrement néfastes sur le bon fonctionnement du service. *« Les dégâts étant importants, les locaux dédiés aux hommes du CRA sont fermés dans l'attente d'une remise en état », précise le parquet.*

Lire aussi





[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)



[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)



[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Oissel \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)



[Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens](#)





[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)



Exclusif

[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)



[Ces musiciens normands, en uniformes de GI, font le buzz sur Youtube et dépassent 1,5 million de vues](#)





[Coupe du monde 2026 : cette ville près d'Elbeuf diffusera la demi-finale sur écran géant... mais sans le son !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Logements traversants, volets, façades blanches et végétation : un nouvel écoquartier de Rouen conçu pour rési

Sylvie Callier

5-6 minutes

700 nouveaux logements sont en cours de construction rive gauche à Rouen, l'écoquartier "Blossom park", entouré d'un hectare de végétation dont 400 arbres. Au lendemain de la canicule historique de juin 2026, les futurs locataires et propriétaires s'intéresseront à la résistance des bâtiments aux fortes chaleurs. Ce problème n'est plus considéré comme anecdotique par les architectes.

Sur le chantier du nouvel écoquartier de Rouen, la fraîcheur a enfin succédé à la fournaise de la [canicule de juin 2026](#). Sur la rive gauche, le long de l'avenue de la Libération, les deux premiers immeubles sortent de terre. Sauf imprévu, les habitants emménageront fin 2027.

Sur ce vaste terrain de plus de 4 hectares, un groupe d'arbres est protégé par des barrières. Ils feront toujours partie du paysage dans le parc urbain d'un hectare de l'écoquartier "Blossom Park". Signe des temps, les arbres ne sont plus rasés dans les projets d'urbanisme, on se souvient de l'abattage (sauf un) de [ceux de la place de la gare de Rouen](#), c'était en 2018.

[Sur le chantier du futur écoquartier de Rouen, des arbres protégés des engins. Ils feront partie du grand parc urbain. • © P. Cornily/ France Télévisions](#)

En tout 700 logements seront construits dans l'écoquartier [qui succède aux immeubles "verre et acier"](#) des années 80. Le bailleur social Rouen Habitat construit 175 logements, le groupement de promoteurs Cogedim-Virgil, environ 600, en accession libre. Le

quartier comptera aussi des commerces et des services.

L'écoquartier doit respecter la démarche d'["Urbanisme Favorable à la Santé"](#) de l'ADEME. La canicule historique de juin 2026 suscite des questions sur la résistance aux fortes chaleurs des immeubles neufs.

[A Rouen, rive gauche, le futur écoquartier "Blossom park" longé par l'avenue de la Libération. Il s'étendra sur 4,5 ha avec des logements des commerces et des services. • © Visuel cbarchitectes](#)

Les [deux premiers immeubles](#) de l'écoquartier respectent plusieurs règles qui protègent les habitants en cas de canicule :

- Logements traversants (pour les grands appartements)
- Des volets roulants clairs
- Des vitrages performants
- Des balcons et loggias pour chaque logement
- Des façades le plus clair possible pour que les rayons du soleil se réfléchissent sur les bâtiments.

Christophe Bidaud, architecte du cabinet CBA/Fabri explique que l'architecture doit *"revenir à une certaine modestie, un certain bon sens"* et [les principes](#) qui doivent guider les projets de constructions :

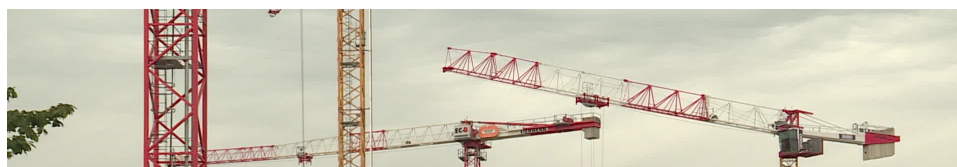
Il faut utiliser des isolants biosourcés qui permettent un grand déphasage et donner de l'inertie aux bâtiments pour éviter d'emmagasiner trop d'air chaud. Il faut des logements le plus ventilés et traversants possibles.

Christophe Bidaud, architecte cabinet CBA/Fabri architectes

VIDEO - Reportage de B. Dunglas et P. Cornily à Rouen, visuels du cabinet CBA/Fabri

Interviews de C.Bidaud, architecte cabinet CBA/ Fabri et Fatima El Khili, adjointe au maire de Rouen chargée de l'urbanisme durable et du logement.

durée de la vidéo : 00h01mn46s





Sept-cents nouveaux logements sont en cours de construction rive gauche à Rouen, l'écoquartier "Blossom park", entouré d'un hectare de végétation. Au lendemain de la canicule historique de juin 2026, les futurs locataires et propriétaires s'intéresseront à la résistance des bâtiments aux fortes chaleurs. Ce problème n'est plus considéré comme anecdotique par les architectes. Interviews de C. Bidaud, architecte CBA/Fabri architectes et F. El Khili, adjointe au maire de Rouen chargée de l'urbanisme durable et du logement

• ©B. Dunglas/P. Cornily/ Visuels CBAarchitectes/Fabri

Les deux immeubles de Rouen Habitat nommés Santorin et Saint-Julien seront les premiers à Rouen labellisés "bâtiments biosourcés, niveau 1" (isolation avec de la laine de bois ou de chanvre).

La végétation ne sera pas limitée à des plates-bandes et des arbustes. Les "surimis" de végétation ne donnent pas d'ombre et servent parfois de dépotoirs. Un parc urbain avec 400 arbres sera ouvert aux habitants.

Une rivière artificielle passera dans [le quartier](#) "pour la rétention de l'eau et pour un îlot de fraîcheur", explique Fatima El Khili, adjointe à l'urbanisme durable et au logement. Des toits seront végétalisés. Aucune voiture ne traversera le "Blossom Park". Les parkings seront souterrains.

Avec Bérangère Dunglas.

Pénurie d'eau froide dans un immeuble de la ville haute du Havre, des commerçants viennent en aide aux habitants

Lyèce Hammar

6-8 minutes

Depuis plusieurs mois, des habitants d'un immeuble du quartier Caucriauville au Havre vivent sans eau froide au robinet. Un opticien et ses employées se sont mobilisés pour eux.

Sur le même thème

[Solidarité](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Alors que des habitants de Caucriauville sont quasi privés d'eau froide depuis plusieurs mois, trois opticiens du quartier ont lancé une initiative pour les soutenir. (©LH/76actu)

Par [Lyèce Hammar](#) Publié le 1 juil. 2026 à 20h32

Alors que la [tour Réservoir](#), bâtiment incontournable du quartier de **Caucriauville**, au [Havre](#), est en travaux depuis quelques mois, un immeuble du quartier qui bénéficiait d'une alimentation en eau depuis les cuves de l'immeuble se retrouve en galère, **quasiment sans eau froide** au robinet. Face à ce problème, les opticiens du quartier, témoins de la situation, ont voulu apporter leur **aide** aux habitants qui peinent à s'approvisionner, et l'opération a rencontré un **franc succès** sur les réseaux sociaux.

Une pénurie liée aux travaux de la tour Réservoir

Le bâtiment qui fait face à la quasi-pénurie d'eau froide, la tour **Lafayette**, est situé au 263-265 de l'avenue du 8 mai 1945.

Alimenté, comme beaucoup d'autres dans le quartier, par le [grand réservoir](#) de 2 200 m³ d'eau situé dans les étages les plus hauts de la tour homonyme, le problème a commencé à se manifester **début 2026**, alors que l'immeuble était déjà approvisionné par une autre source d'eau depuis le début des grands travaux de la tour Réservoir fin 2025.

Sur les 15 étages, les résidents des trois derniers, propriétaires privés et locataires, sont **les plus touchés**. Un maigre filet d'eau froide sort de leurs robinets, quand ils ne sont pas presque à sec. Avec l'[épisode de forte chaleur](#) qui a récemment touché la Seine-Maritime, le problème est devenu d'autant plus **perturbant**.

Des opticiens de quartier à la rescousse

Sur le même trottoir, Iris Optique, boutique de lunetterie de quartier gérée par Jérôme Cossard, a suivi de près la situation puisque certains de ses clients résident dans cette tour. Avec Imane Gartouh et Alison Duplessis-Tobie, ses collègues, il a décidé de prendre les choses en main « à (s)on échelle ». Il a eu l'idée de lancer une **grande récolte** de bouteilles vides, seaux, bidons et tout autre type de récipient pouvant permettre aux plus touchés de stocker de l'eau potable froide, puisque l'eau chaude peut être [impropre à la consommation](#).

À Caucriauville, il y a un vrai sentiment de solidarité entre les habitants. Cette mobilisation ne m'étonne pas. Il y a toujours des gens prêts à aider, c'est ça qui fait l'âme du quartier.

Le post sur les réseaux sociaux annonçant l'appel à la solidarité, mis

en ligne jeudi 25 juin quand le mercure battait encore des records, a été **partagé en masse**. L'équipe a commencé à récupérer les dons dès le mardi 30 juin. Packs d'eau, bouteilles vides et bidons ont été déposés chez l'opticien par des habitants du quartier, et l'entreprise Normanplast, basée à Gonfreville-l'Orcher et qui fabrique des contenants en plastique, a même proposé aux opticiens de leur faire **don** d'un certain nombre de bidons pour venir en aide aux habitants.

Des habitants touchés par ce geste

Alors qu'Alison et Imane sont allées à la rencontre des habitants des derniers étages de la tour Lafayette pour la distribution, elles ont reçu un accueil chaleureux des locataires et propriétaires qui sont **toujours sans solution**.



Les premiers contenants récoltés par les opticiens ont été distribués mardi matin. (©Iris Optique)

En effet, alors que « seule de l'eau chaude, parfois bouillante » sort des robinets à partir du 13^e étage, les habitants doivent se laver, cuisiner et faire leur vaisselle. De ceux qui ont des **enfants en bas âge et doivent nettoyer des biberons**, à ceux qui ont des plantes à arroser en passant par ceux qui ont des aquariums et doivent fréquemment en changer l'eau, la situation est **particulièrement complexe**.

Et pour la suite ?

La solution qu'essaient d'apporter les opticiens n'est que **provisoire** et palliative, ils le savent. Du côté de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, on nous précise que la pression de l'eau a été mesurée en bas de la tour Lafayette et dans l'avenue sur laquelle elle se trouve, et les mesures variaient « entre 5,3 et 5,8 bars ce qui est **tout à fait conforme** ». Par ailleurs, ces mesures sont les mêmes que celles qui avaient été prises avant la mise à sec du grand réservoir d'eau, le problème **ne viendrait donc pas de là** mais bien des **installations privées au sein de l'immeuble**, gérées par le syndic de copropriété Citya.

"Le code de la santé stipule que la pression d'un réseau public d'eau doit garantir au moins 0,3 bars de pression. Dans le règlement de service de la Communauté urbaine il est précisé en outre qu'au-delà de 6 étages pour un immeuble il peut être exigé que soient mis en place des dispositifs type surpresseur. Cette pression de 0,3 bars est donc bien garantie dans le cas présent et très largement. C'est bien au gestionnaire (syndic) de prévoir les installations privées internes (surpresseur)"

Du côté de Citya, on affirme qu'une société a débuté un **diagnostic** le 30 juin pour trouver une solution alternative aux surpresseurs, dont le coût avoisine les 25 000 euros et qui ne seraient utiles que **jusqu'en octobre 2026**, date estimée de la remise en service du réservoir de la tour voisine qui alimentait le bâtiment. Les premières réponses sont attendues d'ici **une semaine (avant le 10 juillet)**.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Dans ce village près de Rouen, les parents sortent leurs tracteurs contre la fermeture d'une classe

Jean Pierre Lecoffre

5-7 minutes

Face à la suppression prévue d'une classe à la rentrée 2026, les parents d'élèves de Saint-Aubin-Celloville multiplient les actions.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Des parents en colère ont fait savoir leur opposition à la fermeture d'une classe. - Ludivine Fatz



Par Jean Pierre Lecoffre

Publié: 1 Juillet 2026 à 14h18 Temps de lecture: 1 min

Les parents d'élèves saint-aubinois, écoeurés, ont l'impression de revenir trois ans en arrière.

En 2023, une classe était déjà en passe de disparaître. [Leur mobilisation](#) avait finalement évité cette suppression. Et voilà que la fermeture redevient d'actualité.

À la rentrée prochaine, les 118 élèves que compte l'école primaire Rimbaud-Doisneau seront répartis sur cinq classes au lieu des six actuelles.

« Cette fermeture est une aberration »

Les parents d'élèves n'ont pas attendu la rentrée scolaire 2026 pour afficher leur mécontentement. Lundi 15 juin 2026, ils bloquaient déjà l'entrée des écoles. Ludivine Fatz, représentante des parents d'élèves, ne cache pas sa colère.

« L'effectif de cette année est de 122 et sera de 118 l'année prochaine ! Cette fermeture est une aberration, nous ne perdons que quatre élèves et ne savons pas où mettre les 20 autres de la classe fermée. »





Des parents en colère ont fait savoir leur opposition à la fermeture d'une classe. - Ludivine Fatz

La suppression est liée à des contraintes budgétaires. Mais pour Ludivine Fatz, elle serait surtout due à la fin de la classe de tutorat dans laquelle travaillaient de jeunes enseignants sortants.

« L'inspectrice s'étant déplacée, nous avons pu exprimer les raisons de notre mécontentement. Mais rien n'a changé. »

Un faux espoir d'annulation

Toujours aussi déterminés, les parents d'élèves ont poursuivi leurs actions en manifestant devant la DSDEN puis devant la Préfecture le mercredi 24 juin 2026.

Le lendemain, *« bonne nouvelle : l'inspectrice nous informe que la fermeture est finalement annulée. »*





Des parents en colère ont fait savoir leur opposition à la fermeture d'une classe. - Ludivine Fatz

La joie sera de courte durée puisqu'à peine une heure plus tard, l'information s'est révélée une erreur de communication. Une situation un peu absurde, « *dramatique pour les parents et les enseignants* », regrette Ludivine Fatz.

En conséquence, les parents ont défilé une nouvelle fois, avec tracteur et pancartes, le lundi 29 juin 2026, dans le village comme devant la DSDEN. Cette fois, l'entrée de l'école est restée ouverte. « *Nous ne voulions pas pénaliser les enfants.* »

Mais, pour l'institution, la suppression est bien actée. « *Il nous a été répondu que Saint-Aubin-Celloville ne fait pas partie des priorités* », dénonce Ludivine Fatz.

Lire aussi





Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen



Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments



Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus »,

[annonce le ministre des Transports](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Aubin-Celloville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)



[Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens](#)





[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)



Exclusif

[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)



[Ces musiciens normands, en uniformes de GI, font le buzz sur Youtube et dépassent 1,5 million de vues](#)



[Coupe du monde 2026 : cette ville près d'Elbeuf diffusera la demi-finale sur écran géant... mais sans le son !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Violences sur mineurs au Havre : « plus de 800 dossiers en cours », délais... ce qu'il faut savoir

Vanessa Leroy

6-7 minutes

Après l'« affaire Lyhanna » la colère est toujours vive. La procureure et la présidente du tribunal judiciaire du Havre ont organisé une réunion au sujet des violences sur mineurs.

Sur le même thème

[Affaire Lyhanna](#)

[Justice](#)

[Violences sexuelles](#)



Lors d'une réunion publique qui s'est déroulée lundi 30 juin 2026, dans la soirée, au palais de justice du Havre, la question du traitement des violences sur mineurs a été abordée par la procureure de la République et la présidente du tribunal.
(©VL/76actu)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 1 juil. 2026 à 13h16

« Ce qui est arrivé dans le Gers (NDLR : [le meurtre de la petite Lyhanna](#) dont le corps a été retrouvé le 4 juin 2026), c'est quelque chose qui **nous touche tous profondément** car c'est le pire qui puisse arriver dans notre carrière, ne pas réussir à protéger. » C'est en ces mots que Cécile Pochon, la présidente du tribunal judiciaire du [Havre](#), s'est exprimée, lundi 29 juin 2026, dans la soirée, lors d'une réunion ouverte au public, sur le thème du **traitement des violences sur mineurs**. Un rendez-vous qui a rassemblé plus de 150 personnes au palais de justice du Havre.

Au Havre, les violences sur mineurs en hausse régulière chaque année

En 2025, 451 plaintes ou signalements ont été enregistrés de violences sur mineurs par les services de police au Havre. Un chiffre « en augmentation régulière depuis 2021 », informe Soizic Guillaume, la procureure de la république du Havre, au public présent dans la salle du tribunal.

En 2021, 297 cas avaient alors été traités. Mais ces données pourraient bien être revues à la hausse dans les prochaines semaines ou prochains mois.

Depuis quinze jours, nous sommes dans les commissariats et les gendarmeries pour examiner tous les dossiers de violences sur mineurs. Plus de 800 sont en cours. C'est un nombre important de dossiers mais on observe qu'ils ne sont pas révélateurs du nombre d'affaires réelles. Si la parole se libère, on aura encore plus de dossiers à traiter.

Et ce, sans compter le nombre de dossiers de [violences intrafamiliales](#) qui explose lui aussi : 307 plaintes en 2021 contre 644 en 2025.

Des procédures longues car de nombreuses investigations à mener

Or, les enquêtes pour des violences sexuelles sur mineurs notamment **prennent du temps** – souvent trop de temps aux yeux des victimes et/ou de leur entourage – entraînant la mise en place de **nombreuses investigations**. Parmi lesquelles : l'audition filmée

de la jeune victime ainsi que l'audition de témoins, l'enquête de l'environnement de la victime et du mis en cause, des perquisitions chez le mis en cause, un examen médico-légal, l'expertise psychologique de l'enfant, etc.

Ces longs mois d'attente peuvent également s'expliquer par la **pénurie d'experts** (psychologues, administrateurs ad hoc, etc) mais aussi (et surtout) le **manque de moyens** – et donc d'effectifs – tant au niveau de la justice que des services de police et gendarmerie.

« Une cinquantaine de dossiers de violences sur mineurs chaque mois »

Ainsi, s'agissant du parquet du Havre, « nous sommes dix, explique la procureure, et dans un monde magique, nous devrions être 12. Nous gérons **plus de 23 000 procédures par an.** » Du côté des magistrats du siège, la présidente du tribunal confie qu'« il manque au moins sept ou huit magistrats. Si nous étions 29 avec tous les postes pourvus, nous serions très heureux. »

Même discours au sein de la Police nationale : « Nous avons une dizaine d'enquêteurs à temps complet (pour les violences familiales, conjugales, etc) », indique Thibaut Angé, commissaire divisionnaire au Havre. Et d'évoquer « **une cinquantaine de dossiers de violences sur mineurs (qui) entrent chaque mois**, autant en violences conjugales ». Et malheureusement en face, « pas forcément le volume d'enquêteurs pour traiter la masse ».

Ce qui n'est pas synonyme pour autant d'une augmentation des cas de violences mais d'« **une augmentation des dénonciations** car avant les gens ne parlaient pas », argumente la procureure.

Quelles solutions pour améliorer la prise en charge au Havre ?

Alors que faire pour remédier à cette lenteur judiciaire pour les jeunes victimes et **quelles solutions pour améliorer** leur prise en charge ? C'est ce à quoi œuvrent notamment au Havre la justice, les services de police et de gendarmerie mais aussi l'hôpital.

Parmi les projets : la création d'une salle « **Mélanie** » au Groupe hospitalier du Havre, en plus de celle déjà existante au commissariat du Havre. « C'est quelque chose pour nous

d'indispensable », indique Cécile Pochon. Les salles « Mélanie » sont des espaces spécialement aménagés pour auditionner et filmer les mineurs victimes de violences dans un environnement sécurisé et rassurant. Il existe un peu moins de 400 salles de ce type en France, qui portent le prénom d'une petite fille victime de violences sexuelles dans les années 90.

Autre élément de travail pour les services de justice : « Nous essayons d'avoir **un chien d'assistance judiciaire** au moment du recueil de la parole », ajoute la présidente du tribunal judiciaire. Par ailleurs, **la maison des femmes**, qui doit déménager le 6 juillet dans les locaux de la CPAM, près de la gare, devrait permettre aux victimes de mieux accompagner les femmes victimes de violences notamment.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen

Robin Rioult

6-8 minutes

À la rentrée 2026, en comptabilisant ouvertures et fermetures, les communes de la métropole de Rouen devront composer avec huit classes en moins. Une perte réelle, mais moins marquée que dans le reste de la Seine-Maritime.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Un cours de CM1/CM2 à l'école Jean-Macé de Saint-Etienne-du-Rouvray, en janvier 2026. - Photo de Dorothée Brimont - PND



Par Robin Rioult

Publié: 2 Juillet 2026 à 08h13 Temps de lecture: 1 min

Le contraste est on ne peut plus explicite. En Seine-Maritime, la carte scolaire prévoit la perte de 35 classes pour la rentrée 2026. En tout, seules 26 nouvelles classes ouvriront leurs portes, contre près de 61 fermetures.

La situation n'inquiète pas la direction académique des services de l'Éducation nationale (DSDEN), qui justifie ce changement par une diminution progressive du nombre d'élèves.

« Le taux d'encadrement dans les écoles de la Seine-Maritime continue à s'améliorer, dans un contexte de baisse démographique constante des effectifs dans le premier degré », explique l'institution.

Mais qu'en est-il dans la métropole rouennaise ? En tout, 24 communes ont vu arriver des changements de carte scolaire cette année, pour le meilleur comme pour le pire. En ce qui concerne les classes, dans la métropole, on compte 26 fermetures, contre 18 ouvertures.

La métropole n'est pas si mal lotie

Coïncidence de chiffre, 26, c'est également le nombre global de

nouvelles classes attribuées dans le département cette année.

Avec ses 18 nouvelles classes, la métropole rouennaise est donc particulièrement bien dotée comparé au reste de la Seine-Maritime. Elle ne perd, quantitativement, que huit classes.

Si ces pertes ne réjouiront évidemment pas les parents d'élèves concernés, elles sont souvent compensées par des ouvertures dans des niveaux inférieurs ou supérieurs, pensées pour suivre la démographie.

Exemples types : [Le Petit-Quevilly, qui perd trois classes pour en regagner deux](#), ou Oissel, qui perd une classe de maternelle et se voit attribuer une classe élémentaire.

Reste qu'il ne faut pas grand-chose pour qu'une classe soit techniquement considérée comme en sous-effectif et soit menacée de fermeture.



Les parents et enfants de l'école Roger-Salengro s'étaient mobilisés en mars 2026 pour sauver une classe, qui est finalement maintenue. - Photo Paris-Normandie

De quoi rendre furieux parents d'élèves et syndicats enseignants, qui ne comprennent pas pourquoi on leur retire autant de moyens pour quelques élèves en moins.

Fermer une classe « pour quatre élèves » ?

Ludivine Fatz, représentante des parents d'élèves Saint-Aubin-Celloville, nous donne un exemple éloquent : « l'effectif de cette année est de 122 et sera de 118 l'année prochaine ! Cette fermeture est une aberration, nous ne perdons que quatre élèves et ne savons

pas où mettre les 20 autres de la classe fermée. »

Une question qui dépasse largement les compétences des autorités locales, qui tranchent en fonction des consignes édictées par le ministère de l'Éducation.

« Au global, le taux d'encadrement (nombre d'élèves par professeur ou encadrant) était de 20,6 à la rentrée 2025 et sera de 20,33 à la rentrée 2026 », assure la DSDEN.

En grande section, CP et CE1, la limitation à 24 élèves est un objectif national depuis 2020. Selon la DEPP, en 2025, le nombre d'élèves par classe était en moyenne de 25,2 au collège, de 30,1 au lycée, de 18,4 en formations professionnelles.

Lire aussi



[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)





[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)



[Ces musiciens normands, en uniformes de GI, font le buzz sur Youtube et dépassent 1,5 million de vues](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Métropole Rouen Normandie](#) [Sotteville-lès-Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Le Grand-Quevilly \(Seine-Maritime\)](#) [Oissel \(Seine-Maritime\)](#) [Le Petit-Quevilly \(Seine-Maritime\)](#) [Saint-Aubin-Celloville \(Seine-Maritime\)](#) [Maromme \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)



[Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens](#)



[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)





Exclusif

[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)



[Ces musiciens normands, en uniformes de GI, font le buzz sur Youtube et dépassent 1,5 million de vues](#)



[Coupe du monde 2026 : cette ville près d'Elbeuf diffusera la demi-finale sur écran géant... mais sans le son !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Bolbec. Le centre des finances publiques menacé ?

Cédric Thomire

3-4 minutes

Il y a quatre ans, une réforme avait abouti à une promesse : le centre des finances publiques de Bolbec resterait en place. Aujourd'hui, cette promesse vacille. Des agents ont alerté le conseiller départemental Dominique Métot : la trésorerie hospitalière pourrait être transférée au Havre, mettant en cause l'avenir d'une quarantaine de postes et de services jugés indispensables au territoire.

Dominique Métot a interpellé le préfet Jean-Benoît Albertini lors de la séance du conseil départemental du 18 juin à laquelle ce dernier était invité. *"Des fonctionnaires m'ont dit leur crainte de voir disparaître le centre des finances publiques de Bolbec. Or, le fonctionnement actuel est le résultat d'une promesse lors d'une réforme datant de 2022", a-t-il rappelé, avant de demander au préfet d'être particulièrement "vigilant" pour "qu'aucun service public soit amené à disparaître dans le canton".*

"Des interlocuteurs de proximité indispensables"

Dans un courrier adressé à Jean-Benoît Albertini à l'issue du conseil départemental, Dominique Métot redit son attachement aux services publics. Il y alerte sur les conséquences pour les usagers, les collectivités, les établissements hospitaliers et les acteurs économiques, tous risquant de se retrouver privés d'interlocuteurs de proximité *"pourtant indispensables"*.

Pour l' élu, un service public se doit d'être *"accessible, efficace et ancré localement"* et constitue *"un facteur déterminant d'attractivité pour Bolbec et son canton"*. Il sollicite un entretien avec le préfet pour évoquer le maintien des services à Bolbec et

dans son canton et l'avenir des locaux, propriété de l'Etat, s'ils venaient à devenir vacants.

Une quarantaine d'agents concernés

Difficile de connaître les intentions de la Direction régionale des Finances publiques du département de la Seine-Maritime. Malgré deux demandes de la rédaction du *Courrier Cauchois*, deux fins de non-recevoir, y compris sur des questions aussi basiques que le nombre d'agents ou les missions du centre. On peut se demander si ce mutisme ne cache pas des projets qu'elle n'est pas prête à annoncer.

Le centre des finances publiques de Bolbec remplit essentiellement deux fonctions. La trésorerie hospitalière assure la gestion comptable des établissements du Groupement hospitalier de territoire de la région havraise : le CHI Caux vallée de Seine, les centres hospitaliers de Fécamp et Pont-Audemer, l'IMS de Bolbec et les Ehpad publics. Le centre abrite également le service des impôts des entreprises. Soit, au total, une quarantaine d'agents. Le 18 juin, le préfet avait répondu que "*des conditions de maillage, de mutualisation, conduisent à des ajustements des postes comptables et des services des impôts, pour s'adapter à la vie économique*". Sans infirmer ni confirmer un projet de restructuration.

Gainneville. La maison de santé répond aux attentes

Le Courrier Cauchois

2-3 minutes

Mardi 23 juin, la maison de santé pluridisciplinaire "Les Rochambelles" a été officiellement inaugurée par le maire Martial Galopin et son équipe municipale, en présence de la secrétaire générale de la préfecture, de Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la région Normandie, d'Anthony Guérout, conseiller départemental, de Jérôme Dubost, vice-président de la communauté urbaine, de Céline Brulin, sénatrice, des professionnels de santé, des maires de communes voisines et de Gainnevillais.

Un projet né il y a cinq ans

"Lorsque nous avons commencé à réfléchir à ce projet en 2021, nous faisons face à un double défi, a précisé le premier édile dans son discours. Le premier était urbain : que faire de cette future friche commerciale qui allait apparaître avec le départ du commerce qui occupait alors ce site ? Le second était plus profond encore : comment contribuer, à notre échelle, à améliorer l'accès aux soins et à lutter contre la désertification médicale qui touche désormais une grande partie de notre pays ?" Avec son équipe municipale, il a décidé d'agir " avec les moyens qui sont les nôtres, pour préparer l'avenir, pour notre territoire. Aujourd'hui, le résultat est là. Près de 1 000 mètres carrés de bâtiment réhabilités, 17 locaux professionnels". Sur un terrain de plus de 6 000 mètres carrés, viennent s'ajouter deux parkings revégétalisés et rendus perméables, avec la conservation du même nombre de places de stationnement. Le bâtiment est conçu avec "des espaces communs permettant aux praticiens de se rencontrer, de travailler ensemble, de partager leur expertise et de coordonner leurs actions au bénéfice des patients".

Après 14 mois de travaux, la vie anime déjà les murs de cet équipement moderne, fonctionnel, accessible et exemplaire en matière de sobriété. Les 17 locaux sont occupés par des médecins et infirmiers déjà présents sur la commune ainsi que deux nouveaux médecins généralistes, une orthophoniste, une sage-femme, un pédicure-podologue, des psychologues, un ergothérapeute, une neuropsychologue, un cabinet dentaire, une kinésithérapeute, une ostéopathe, une sophrologue et une diététicienne.

« On ne sait plus quoi faire » : près de Rouen, l'inquiétude de réfugiés ukrainiens menacés d'expulsion

Claire Boubert

6-7 minutes

Dix-huit Ukrainiens hébergés dans un hôtel de Saint-Étienne-du-Rouvray ont reçu, samedi 27 juin 2026, une lettre les informant de leur prochaine expulsion. Malgré leurs démarches auprès des autorités, ils affirment être sans réponse et se sentent livrés à eux-mêmes.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Plusieurs Ukrainiens ont préparé leurs sacs, anticipant une éventuelle intervention des autorités en vue de leur expulsion. - PND



Par Claire Boubert

Publié: 1 Juillet 2026 à 18h18 Temps de lecture: 2 min

Ils viennent de Kharkiv, de Marioupol ou d'Odessa. Tous ont fui [la guerre en Ukraine](#) pour trouver refuge en Normandie, après l'invasion russe de 2022.



Andrei, Antonina et les autres patientant devant l'hôtel, en

attendant une réponse des autorités. - PND

Aujourd'hui, dix-huit d'entre eux vivent à l'hôtel Première Classe de Saint-Étienne-du-Rouvray, mais leur avenir est suspendu à une échéance imminente : un avis d'expulsion, ordonné par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), les menace de mise à la rue à compter du 1er juillet 2026.

Des démarches qui restent sans réponse

Sur place, le quotidien est fait d'angoisse et d'incertitude. « *On n'a nulle part où aller* », souffle l'une des résidentes. Les démarches s'enchaînent, entre mairie, préfecture et services sociaux, sans qu'aucune solution durable ne se dessine. « *On ne sait plus quoi faire* », confie une autre.

Parmi eux, plusieurs présentent des problèmes de santé. Andreï, blessé sur le front, fait partie des invalides de guerre. D'autres sont des personnes âgées ou des familles.

C'est le cas d'Antonina, installée depuis presque quatre ans avec son fils, âgé de 14 ans. Elle n'a connu qu'une seule adresse : cette chambre d'hôtel.

« *La lettre nous a été remise par une femme de ménage pendant son travail, le 27 juin. C'est comme ça qu'on a appris qu'on devait partir* », raconte-t-elle.

Entre colère et incompréhension

Elle rappelle qu'ils ont été accueillis par la France pour fuir une guerre toujours en cours. « *Nous ne sommes pas venus ici pour des vacances* ».

Le responsable de l'hôtel, Frédéric Spreux, à la tête de l'établissement depuis cinq ans, se dit démuni. « *On les a accueillis depuis le début de la guerre. Ce sont des amis* ».

Il évoque aussi l'absence de nouvelles des services gestionnaires. L'hôtel dit avoir appris l'expulsion en même temps que les résidents.

Après un suivi assuré par l'association Émergence-s jusqu'en 2025, la prise en charge a été reprise par Coallia. Mais sur le terrain, les familles disent ne plus avoir de référent identifié.

Mercredi 1er juillet 2026, des agents de l'association se sont rendus à l'hôtel pour tenter d'apporter des éléments de réponse aux Ukrainiens.

Après plus de deux heures d'échanges, une issue temporaire se dessine grâce à une décision prise par la DDTETS : « *Nous allons rester à l'hôtel jusqu'au mois de septembre* », se réjouit Antonina.

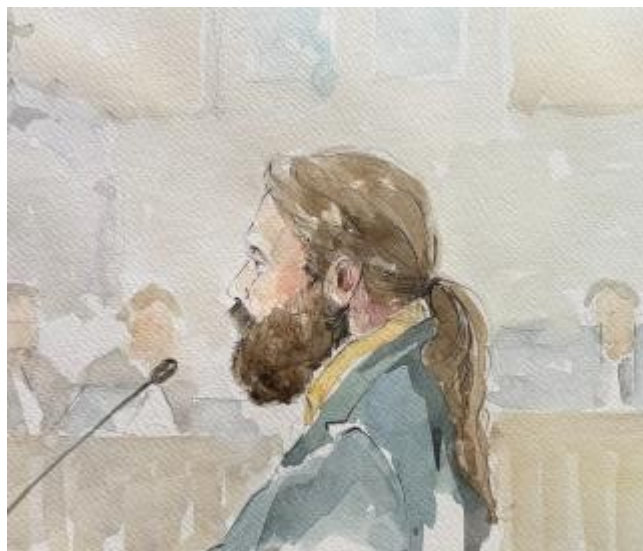
Le groupe dispose donc de quelques semaines supplémentaires pour poursuivre ses démarches et tenter de trouver une solution de relogement.

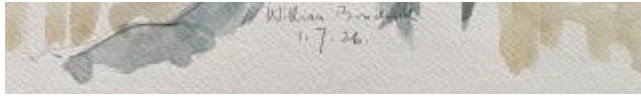
Contactées, l'association Coallia et la préfecture n'ont pas répondu à nos questions.

Lire aussi



[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)





[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)



[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Étienne-du-Rouvray \(Seine-Maritime\) Ukraine](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen



Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens



Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments





Exclusif

[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)



[Ces musiciens normands, en uniformes de GI, font le buzz sur Youtube et dépassent 1,5 million de vues](#)



[Coupe du monde 2026 : cette ville près d'Elbeuf diffusera la demi-finale sur écran géant... mais sans le son !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Dans le bureau de... Patrick Longuet, nouveau patron de la Police Nationale de la Seine-Maritime

Guillaume Lejeune

7-9 minutes

Originaire du Havre, le nouveau patron de la Police Nationale de la Seine-Maritime a fait le grand écart entre Marseille, Mayotte et la Normandie, dont Rouen. Le quinquagénaire nous présente quelques objets qui lui tiennent à cœur.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Patrick Longuet, nouveau patron de la Police Nationale en Seine-Maritime, vient de prendre son poste de contrôleur général. - Barbara Huet/Paris Normandie.



« La police nationale en Seine-Maritime, c'est 2 100 fonctionnaires tous services confondus, dont dix-sept commissaires et plus de 80 officiers. » - Barbara Huet/Paris Normandie.



« Lors d'affrontements, les opposants peuvent se couper en morceaux. Ça ne pardonne pas ! » - Barbara Huet/Paris Normandie.





« Ce que j'aime aussi dans l'unité du Raid, c'est son humilité. » - Barbara Huet/Paris Normandie.



« Un TI, c'est dans notre jargon et sur nos ondes, l'indicatif d'un commissaire. 76, c'est donc la Seine-Maritime et 976, l'indicatif de Mayotte. » - Barbara Huet/Paris Normandie.



« Cette unité nautique est unique à Mayotte. Elle est spécialisée dans l'interception des kwassas » - Barbara Huet/Paris Normandie.



Par [Guillaume Lejeune](#)

Publié: 1 Juillet 2026 à 12h02 Temps de lecture: 1 min

Directeur interdépartemental de la Police Nationale, [Patrick Longuet](#), 54 ans, est désormais à la tête des 2 100 fonctionnaires de police de la Seine-Maritime.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Titulaire de deux DEA (Master 2 recherche aujourd'hui), Havrais de souche et Sudiste de cœur – il a longtemps travaillé à Marseille mais aussi à Paris et à Rouen –, le contrôleur général peut compter sur la relève : son aînée est déjà policière, la cadette se lance et le benjamin l'envisage sérieusement.

1/ Les coupe-coupe. Direction Mayotte, à plus de 8 000 km de Rouen. Patrick Longuet, qui vient d'y passer deux ans, en a ramené deux coupe-coupe bien affûtés. *« On les appelle des chombos. Le premier est un vrai outil de travail utilisé dans les champs. On les retrouve souvent comme arme dans les faits de délinquance et les violentes agressions claniques, de véritables guerres. Lors d'affrontements, les opposants peuvent se couper en morceaux. Ça ne pardonne pas ! Le second est aussi un cadeau d'un de mes services. Il est estampillé du logo de la direction territoriale de la police nationale et de celui du Raid. »*

2/ Les mugs. Ils sont deux disposés sur son bureau bien rangé. Patrick Longuet, qui a vécu le dévastateur passage du cyclone Chido sur l'archipel en décembre 2024 (90 % de dégâts !), en compte un en l'honneur du Raid. *« Cette unité est un appui considérable. C'est [le Raid](#) qui a protégé l'hôpital aussitôt après le cyclone. Elle va affronter des hordes de 200 personnes qui vous attaquent lors des violences urbaines et va dans les « bangas » (bidonvilles, Ndlr) pour interpellier. Ce que j'aime aussi dans cette unité, c'est son humilité. Je suis resté très proche d'elle. Elle refuse l'appellation d'élite. »*

Le 2e mug : *« Le Havre, ma ville de cœur, ma ville de souche. J'y suis très attaché. J'y ai travaillé. Cette ville a été transformée. Même en*

termes de délinquance voie publique. Elle a considérablement baissé. La rénovation urbaine et le tram ont payé. Je le vois à Mont Gaillard, à Caucriauville. »

3/ Le maillot aux couleurs de l'OM. Certains de ses collègues en mission à Mayotte, où il était en poste avant sa promotion à Rouen, ont offert à ce fan absolu du... PSG ! THE maillot de l'Olympique de Marseille, rehaussé de la première étoile de la Ligue des champions. Drôle de hasard puisque sur le devant est inscrit l'acronyme de l'armateur historique du... [port du Havre \(CMA-CGM\)](#). Et dans le dos, un sibyllin TI 976. « *Un TI, dans notre jargon et sur nos ondes, c'est l'indicatif d'un commissaire. 76 signifie la Seine-Maritime et 976, c'est l'indicatif de Mayotte.* » Et quand bien même Patrick Longuet garde précieusement son maillot fétiche du PSG dédié par Ibrahimović, il lui arrive de porter le bleu nuit des Marseillais, celui des matches à l'extérieur.

4/ Les cartes géographiques. Il y a celle du département de la Seine-Maritime et celle de l'agglomération de Rouen, laquelle compte plus de 430 000 habitants et 34 communes. Sur le même mur également, la carte de l'agglomération du Havre, « *le 2^e gros pôle de la direction interdépartementale auquel il faut ajouter Bolbec, Lillebonne, Fécamp et Dieppe. La police nationale en Seine-Maritime, c'est 2 100 fonctionnaires tous services confondus, dont 17 commissaires et plus de 80 officiers.* »

5/ La parka à l'effigie de l'unité nautique. Retour à Mayotte. « *Cette unité maritime est unique. Elle est spécialisée dans l'interception des kwassas* », ces canots de pêche rapides comoriens qui facilitent l'immigration clandestine. « *Avec les gendarmes, ils sont H24 sur l'eau, plus de douze heures par jour. Ce n'est pas le Club Med. Ils se font agresser à la machette par le gars qui refuse d'obtempérer parce qu'il transporte des clandestins. J'étais leur chef.* » [Patrick Longuet](#) en garde un souvenir reconnaissant.

NEWSLETTER GRAND ANGLE

Recevez gratuitement vos articles Grand angle dans votre boîte mail [en cliquant ici](#)

Lire aussi





[Dans l'œil du photographe, la symétrie parfaite des jardins du château du Champ de Bataille](#)



[D'hier à aujourd'hui : les cabanes de plage au Havre, une véritable institution !](#)





[Notre sélection de sorties dans l'Eure et en Seine-Maritime pour le week-end du 4 juillet](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Dieppe](#) [Le Havre](#) [Mayotte](#) [Marseille](#)
([Bouches-du-Rhône](#)) [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) [Bolbec \(Seine-](#)
[Maritime\)](#) [Fécamp](#) [Agglo d'Elbeuf](#) [Lillebonne \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

[Grand angle](#)



Video

[La Normandie encore et toujours « une valeur sûre » pour le tourisme ?](#)





[Dans l'œil du photographe, la symétrie parfaite des jardins du château du Champ de Bataille](#)



[Dans le bureau de... Patrick Longuet, nouveau patron de la Police Nationale de la Seine-Maritime](#)



[Tous à table ! Pour le chef Laurent Blanchard, « le melon, c'est les vacances » !](#)





[D'hier à aujourd'hui : les cabanes de plage au Havre, une véritable institution !](#)



[Ils « remplacent les bistrots d'antan » : en Normandie les casinos se renouvellent](#)

[Voir plus d'articles](#)

Des radars dits de chantier installés au nord de Rouen : comment ça marche et pourquoi sont-ils là ?

Isabelle Villy

6-8 minutes

Radars embarqués, contrôles radar, radars autonomes, radars de chantier... Voici ce qu'il faut savoir sur tous ces types de radars que les usagers de la route redoutent.

Sur le même thème

[Radars](#)

[Sécurité routière](#)

Article réservé aux abonnés



Un radar dit de chantier est installé sur la D928, non loin de l'échangeur du Moulin d'Ecalles, en direction de Quincampoix, au nord de Rouen (Seine-Maritime). ©Isabelle VILLY

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 2 juil. 2026 à 7h20

Il vous est certainement déjà arrivé d'être surpris par la présence

d'un [radar](#) dit de chantier, **également appelé radar autonome**, en vous demandant si vous étiez ou non à la bonne vitesse. Des radars qui semblent pousser comme des champignons dans certains secteurs et qui s'ajoutent aux radars fixes et autres radars embarqués. Pour les usagers de la route, ces équipements sont souvent considérés comme des moyens pour l'État de faire facilement rentrer de l'argent dans les caisses, **mais leur présence a évidemment une autre raison d'être**. Pour en savoir plus, nous avons interrogé les services de l'État, à savoir la préfecture de la [Seine-Maritime](#).

Des radars qui bougent fréquemment

La particularité des radars de chantier, c'est qu'ils peuvent bouger fréquemment, augmentant d'autant l'effet de surprise pour les usagers de la route, pourtant censés respecter les signalisation en vigueur en termes de vitesse. Ces radars n'ont effectivement pas vocation à rester durablement sur un site, mais on peut constater leur présence régulière, comme c'est le cas, par exemple, sur la RN 31 **entre Martainville-Épreville et Saint-Jacques-sur-Darnétal**.

L'objectif des services de l'État n'est pas de piéger les usagers, mais de réduire les vitesses excessives. Le nombre d'infractions relevé par un radar diminue en général rapidement, preuve de son efficacité.

Actuellement, les usagers peuvent aussi déceler la présence d'un tel radar sur la D928, peu après le rond-point du Moulin d'Écalles, en direction de Quincampoix, mais aussi à Isneauville, sur la RN 28, à la sortie de l'autoroute A 28, et juste avant le chantier de construction d'une passerelle. Ce ne sont là que quelques exemples, et il est d'ailleurs possible de trouver l'emplacement des radars via une [cartographie mise à disposition par l'État](#).

En fonction des besoins pour protéger les chantiers

« L'objectif des services de l'État n'est pas de piéger les usagers, **mais de réduire les vitesses excessives**. Le nombre d'infractions relevé par un radar diminue en général rapidement, preuve de son efficacité », soulignent les services de la préfecture, qui rappellent que la présence des radars, et leur nombre « varient selon les besoins des gestionnaires routiers pour la protection de leurs

chantiers ». Notons également que durant ces chantiers, tout est fait pour « limiter les perturbations pour les usagers », en ne fermant pas complètement les routes.

Les autorités signalent par ailleurs que « dans le cas où le nombre d'infractions montre un nombre inhabituel d'excès de vitesse », la situation du chantier fait l'objet d'une réflexion avec le gestionnaire routier, pour juger la pertinence de « renforcer la signalisation ».

Le recours aux radars autonomes tend à se développer

Les autorités constatent en tout cas que la prudence qui devrait être de mise n'est pas respectée aux abords des chantiers, ceci entraînant des accidents, parfois mortels, au détriment des agents des routes qui interviennent pour réaliser leurs missions.

Face à cela, « le recours aux radars autonomes tend effectivement à se développer, notamment sur les chantiers du réseau routier national », argumentent les services de la préfecture, qui font valoir que « **le respect des vitesses maximales autorisées est une condition essentielle** pour garantir la sécurité des agents qui interviennent sur les chantiers ».

En 2023, un comité interministériel a ainsi défini la sécurisation des chantiers routiers comme un axe majeur de la politique de sécurité routière, notamment pour protéger les intervenants sur les voies rapides et autoroutes, traitées en priorité (plan de prévention ministériel 2023-2027).

Des radars systématiquement signalés

Les radars, qu'ils soient de chantier ou classiques, sont en tout cas **systématiquement signalés par des panneaux d'annonce radar**, qui viennent donc en complément des signalisations de limitation de vitesse. Celle-ci est par ailleurs « systématiquement rappelée avant un dispositif de contrôle », insistent les services de la préfecture. Logiquement, tout usager de la route qui respecte la signalisation en vigueur et est concentré sur sa conduite ne devrait donc pas se laisser surprendre par le flash.

« Un flash ne donne pas lieu systématiquement à une verbalisation »

À propos de flash justement, les services de la préfecture soulignent « **qu'un flash ne donne pas systématiquement lieu à une verbalisation** ». Quant aux amendes infligées aux automobilistes et autres usagers motorisés, **leur montant dépend de la vitesse maximale autorisée** et de l'excès de vitesse considéré (le barème des amendes est disponible sur le site antai.gouv.fr).

C'est l'agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) qui traite les infractions, qui peuvent être contestées : notez que « les délais et voies de contestation sont indiqués dans les documents adressés au titulaire de la carte grise du véhicule concerné », concluent les services de la préfecture.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

L'attribution de subventions pour des associations interpelle le Rassemblement national à Dieppe

Marie LEMAISTRE

5-6 minutes

Des subventions ont été votées au conseil communautaire de Dieppe-Maritime le 24 juin 2026. Les critères d'attribution et la place des engagements associatifs ont été questionnés.



Le soutien à l'association La Sauvage a suscité le débat, lors du conseil communautaire de Dieppe-Maritime du mercredi 24 juin 2026. ©Archives Les Informations dieppoises

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 2 juil. 2026 à 7h00

Culture ou développement économique. Plusieurs **subventions** ont été attribuées à différentes associations lors du conseil communautaire de [Dieppe-Maritime](#) du **mercredi 24 juin 2026**. Mais c'est surtout dans le domaine **artistique** que le débat s'est invité. Au total, trois subventions ont été accordées et inscrites au budget de l'année.

4 100 euros accordé à la culture

L'une pour l'édition 2026 du festival Les Musicales de Normandie, festival de musique itinérant. Dans le cadre de sa 21^e édition, le festival proposera en effet 48 concerts du 22 juillet au 30 août, répartis dans une trentaine d'étapes, dont dix sur le territoire de l'Agglo.

Comme lors de la précédente édition, un partenariat avec l'Agglo autour du jeune public doit permettre de proposer des ateliers de découverte musicale et artistique ainsi que des spectacles familiaux. Le spectacle *Hänsel et Gretel* du collectif Ubique sera ainsi proposé le samedi 25 juillet à l'auditorium Camille-Saint-Saëns de Dieppe.

Pour mettre en œuvre ses objectifs de culture pour tous et de mise en valeur du patrimoine, à la fois musical et architectural, l'Agglo a accordé la somme de 3 000 euros.

Une subvention de 500 euros a par ailleurs été accordée à l'Association normande de bande dessinée pour l'organisation de la 24^e édition du festival de bande dessinée de Dieppe, qui réunira une quarantaine d'auteurs les 18 et 19 juillet sur le front de mer.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Enfin, 600 euros ont été attribués à l'association La Sauvage pour l'organisation, le 13 juin, de la 2^e édition du concert de chorale La Grande Sauvagerie, qui a rassemblé une dizaine de chorales du territoire.

Parmi les questions soulevées, André Gautier, conseiller communautaire de centre-droit, a demandé quels critères établissent le montant des subventions culturelles, les sommes étant plus ou moins importantes. Sébastien Jumel lui a répondu que plusieurs critères entraient en jeu, et qu'il ne s'agissait pas seulement d'approuver la somme sollicitée par les structures. Parmi eux, « la dimension de rayonnement territorial », a-t-il indiqué.

Une autre remarque est venue d'Antoine Labé, conseiller communautaire Rassemblement national. Se disant « en faveur d'une initiative culturelle sur le territoire », il a néanmoins particulièrement ciblé l'association La Sauvage, « se présentant

dans la presse et sur ses réseaux comme une chorale rock et engagée », présente-t-il, illustrant sa pensée, par des propos tenus publiquement faisant référence à certaines luttes dans lesquelles ne s'inscrivent par le RN. Une démarche selon lui « militante et politique ».

« Qu'une association porte un message public, c'est son droit », a-t-il concédé ; en revanche, il conteste qu'un soutien public soit accordé à une association qui, selon lui, « ne reflète pas l'ensemble du territoire ». « Les gens n'en peuvent plus de cette ambiance de gauche subventionnée », a-t-il tranché.

« La culture n'est pas politique »

Ce qui n'a pas manqué de faire réagir Sébastien Jumel, président de l'Agglo, rappelant que « dans un État de droit, il y a un principe de liberté : à partir du moment où les statuts sont conformes à la loi, une collectivité n'a pas à s'immiscer dans le fonctionnement d'une association. En revanche, la lutte contre la discrimination et l'homophobie, qui sont des délits et des valeurs au cœur de ce collectif, ne me pose pas de problème », a-t-il assuré.

Lætitia Legrand, vice-présidente chargée du développement touristique, a pour sa part souligné que ce débat intervenait dans un contexte de fragilité pour de nombreuses associations culturelles. « Il est important d'afficher notre soutien », considère-t-elle.

Elle a également rappelé que les fonds de l'événement étaient reversés à l'association Amnesty International Dieppe cette année. « Quand on subventionne une association, quelle que soit son opinion, sa conviction, ce qui importe c'est l'intérêt général », insiste-t-elle. « La culture n'est pas liée à des opinions politiques », a conclu Clarisse Laboule, vice-présidente chargée de la culture et du spectacle vivant.

5000 euros pour Vos belles boutique

En matière de développement économique, l'association Vos belles boutiques, association de commerçant de Dieppe, qui contribue à l'animation et à la dynamisation du centre ville et du commerce locale, a également reçu une subvention à haute de 5000 euros.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori
avec [Mon Actu.](#)

Cléon : la ville a inauguré sa nouvelle Maison des sports et de la culture

Rédaction Elbeuf

3-4 minutes

Dans le parc des sports et des loisirs de Cléon, la Maison des sports et de la culture a été inaugurée samedi 27 juin 2026 en lieu et place de l'ancienne maison du gardien.

Sur le même thème

[Travaux](#)



La maire de Cléon (Seine-Maritime), Mélanie Delacour, et Christophe Vivien ont inauguré la nouvelle Maison des sports et de la culture de la commune. ©Le Journal d'Elbeuf

Par [Rédaction Elbeuf](#) Publié le 1 juil. 2026 à 21h54

Après quelques mois de **travaux** pour, entre autres, la mise aux normes en matière d'isolation et d'accès aux personnes à mobilité réduite, l'ancienne maison du gardien du **parc des sports** et des loisirs de [Cléon \(Seine-Maritime\)](#) a été inaugurée samedi 27 juin

2026. Un habitant bien connu a prêté son nom à cette nouvelle Maison des sports et de la culture.

« Un lieu fédérateur »

Dotée d'une salle de réunion pouvant accueillir 19 personnes, d'une cuisine et de quatre bureaux, cette nouvelle structure a pour fonction de répondre aux besoins des **associations** de la ville.

« Ce lieu concrétise un projet attendu depuis longtemps par les associations, les bénévoles, les licenciés et les acteurs culturels, a déclaré la maire Mélanie Delacour. Cette maison a été conçue comme un lieu **fédérateur**. Un lieu où les associations pourront se rencontrer, échanger, construire des projets et préparer **l'avenir** », a-t-elle ajouté.

Financée par tiers par la commune, le département et l'État, via les fonds de la Dotation Politique de la Ville, cette inauguration est sans doute la première d'une longue série, maintenant qu'une partie des travaux liés au Plan national de renouvellement urbain (PNRU) est bien engagée.

Une figure cléonnaise à l'honneur

Le nouvel équipement a également reçu un nom, celui de **Jean-Alain Vivien**. Un choix évident pour la mairie afin de saluer l'investissement d'un habitant devenu une icône de la commune. En effet, Jean-Alain Vivien, décédé en 2025 après 50 ans passés à Cléon, était un visage bien connu du **tissu associatif** et du conseil municipal dont il fut membre de 2008 à 2020.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« C'est un honneur et une **fierté**, a déclaré son fils Christophe Vivien. Je suis arrivé à Cléon avec ma famille quand j'avais 9 ans et je garde des souvenirs très émouvants de ma jeunesse ici », a-t-il confié.

La nouvelle salle Jean-Alain Vivien rejoint donc les infrastructures mises aux services des associations cléonnaises, au même titre que la salle **Noël Kervella**, autre grand nom du dynamisme cléonnais. Par la continuité de ces choix, la municipalité démontre son attachement aux valeurs du **bénévolat** et de l'engagement.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori

avec Mon Actu.

Villes Soeurs : Le territoire reste prioritaire pour attirer les médecins généralistes

Lucas Farcy

3–4 minutes

Des élus du territoire des Villes Sœurs s'étaient inquiétés de voir celui-ci considéré comme non prioritaire en termes de santé. Finalement, les Villes Sœurs restent en Zip.

Sur le même thème

[Santé](#)

[Sébastien Jumel](#)

[Villes Soeurs](#)



Les Villes Sœurs restent en zone d'intervention prioritaire dans le classement de l'ARS. ©Actu.fr – illustration

Par [Lucas Farcy](#) Publié le 1 juil. 2026 à 20h36

« l'ARS nous a écoutés et maintient **le classement prioritaire** ».
Dans un communiqué qui nous a été transmis mercredi 1er juillet

2026, les élus du territoire* se réjouissent des **changements de plan** de l'Agence régionale de santé (ARS). Il y a quelques semaines en effet ([voir notre article](#)), ceux-ci s'étaient inquiétés du fait que les Villes Sœurs auraient pu sortir de Zone d'intervention prioritaire (Zip). Cela **aurait compliqué l'installation** de nouveaux médecins généralistes sur le territoire.

« À la suite de notre mobilisation, l'agence régionale de santé de Normandie a revu sa position et décide le maintien du classement du zonage médecins généralistes en zone d'intervention prioritaire pour le territoire des Villes Sœurs, comme la direction de l'agence vient de nous l'apprendre » écrivent les élus. « **Nous saluons évidemment cette décision** de sagesse, pour laquelle nous avons milité activement, pleinement justifiée par la fragilité de la démographie médicale sur ce territoire mais aussi par des besoins de santé importants attestés par le diagnostic de santé du territoire ».

Si cette sortie de Zone prioritaire inquiétait les élus, c'est que cela aurait pu « fragiliser la dynamique engagée depuis plusieurs années par les collectivités et les professionnels de santé du territoire, à travers notamment le contrat local de santé ou encore l'engagement dans le centre de santé mobile medicobus et les projets de maisons de santé ».

Le territoire des Villes Sœurs manque de médecins et plusieurs élus, notamment au sein de la C CVS, se mobilisent depuis quelques années. La création d'un medicobus qui vient à Eu tous les lundis et un jeudi par mois, au Tréport tous les vendredis et à Mers-les-Bains chaque semaine le mardi ou le mercredi a notamment permis d'améliorer la situation. La construction d'un nouvel hôpital à Eu, dont l'ouverture est envisagée en 2029, pourrait également insuffler une dynamique en terme de santé sur le territoire.

**Le communiqué est signé par Sébastien Jumel, président du Conseil territorial de santé, Eddie Facque, président de la C CVS (Communauté de communes des Villes Soeurs), Laurent Jacques, 1er vice-président de la C CVS et conseiller départemental et Martine Douay, vice-présidente en charge de la santé.*

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

6,3 millions d'euros pour une école (enfin) conçue comme un îlot de fraîcheur !

Laure Ferrari

5-6 minutes

La canicule était sur toutes les lèvres alors que Montivilliers posait la première pierre d'une école maternelle « exemplaire » livrée fin 2027. Le bâtiment privilégie des matériaux biosourcés, notamment le bois et la paille, ainsi qu'une cour végétalisée pour plus de fraîcheur.





Par [Laure Ferrari](#)

Publié: 1 Juillet 2026 à 18h19 Temps de lecture: 1 min

Mercredi 1er juillet 2026, la [Ville de Montivilliers](#) a franchi une étape symbolique avec la pose de la « première pierre » – en réalité un panneau de bois biosourcé – de sa nouvelle école maternelle. Située rue Jean de la Fontaine, cette construction est un événement : la commune n'avait pas connu de chantier scolaire d'une telle ampleur depuis quarante ans.

Répondre aux défis climatiques et démographiques

Le projet est né d'une nécessité structurelle et environnementale. L'ancienne école Jean de la Fontaine, particulièrement vétuste et énergivore, ne permettait plus un accueil confortable des élèves et de l'équipe éducative. Face à la baisse de la démographie scolaire, la municipalité a fait le choix d'anticiper la fusion de cet établissement avec l'école Charles Perrault. Ce nouveau pôle moderne accueillera quatre classes, avec la possibilité d'en intégrer une cinquième à l'avenir.

Voulue exemplaire, la future école repose sur l'innovation et les matériaux naturels. Le bâtiment privilégie les filières courtes avec une ossature bois, un remplissage en paille, des enduits à la chaux et une isolation en ouate de cellulose. À l'extérieur, le bitume cède la place au végétal. Une « cour oasis » et des jardins d'expérimentation ont été pensés pour favoriser la biodiversité et permettre l'« école du dehors ».

Un projet co-construit

Depuis 2023, ce projet a été élaboré de manière participative. Des ateliers associant enseignants, parents d'élèves, agents municipaux et habitants ont permis de définir les usages des espaces, du réemploi du mobilier jusqu'à la conception des aires de jeux.

Ce chantier d'envergure représente un investissement total de 6,34 millions d'euros TTC, soutenu par l'État et le Département. La

livraison de cette école est attendue pour la fin de l'année 2027.

Lire aussi

[Après les municipales, le collectif Le Havre est à vous se raconte dans un documentaire](#)

[Le Havre : après le tramway, un nouveau chantier va impacter plusieurs quartiers cet été](#)

[Le patron de bar demande sa remise en liberté, le HAC représenté au Mondial... Le point actu du 1er juillet](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Montivilliers \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Video

[CMA CGM Notre Dame au Havre : immersion au cœur d'un navire hors-norme](#)





[Après les municipales, le collectif Le Havre est à vous se raconte dans un documentaire](#)



[Le Havre : après le tramway, un nouveau chantier va impacter plusieurs quartiers cet été](#)



Video

[Le Havre. Pourquoi CMA CGM Notre Dame s'appelle CMA CGM Notre Dame ?](#)





[Le patron de bar demande sa remise en liberté, le HAC représenté au Mondial... Le point actu du 1er juillet](#)



Infographie

[Étretat, Giverny, Rouen, Le Havre : à quel point subissez-vous les effets du tourisme de masse ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Chantier naval Padmos à Dieppe : où en est-on un an après son installation sur le port ?

Véronique Arnould

~4 minutes

À l'automne 2024, le chantier naval de la Manche Industrie Marine (MIM) fermait ses portes sur le port de Dieppe (Seine-Maritime). Quelques mois plus tard, Padmos, entreprise néerlandaise s'implante pour reprendre l'activité de réparation et construction navale. Quel est le premier bilan plus d'un an après cette installation ? Tient-elle ses promesses ?

Le 18 octobre 2024, la société spécialisée dans la construction navale de Dieppe, la MIM, [était placée en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de la ville](#). Les élus et les collectivités se sont alors mobilisés pour conserver cette activité, ce savoir-faire historique. [C'est l'entreprise hollandaise Padmos qui a choisi de s'y implanter](#) pour développer ses activités de réparation et construction de bateau.

Un an après l'installation de Padmos, sur l'ancien site de la MIM, l'activité au sein de l'atelier principal se développe petit à petit avec 15 salariés dont la plupart sont des anciens de Manche Industrie Marine.

"Cela fait chaud au cœur, on se dit qu'on a un certain talent quand même, c'est gratifiant", nous explique Arnaud Ancelin, un ancien de la MIM désormais salarié pour Padmos.

Avec Padmos, on n'a pas tout à fait la même activité, mais c'est intéressant quand même. Je suis confiant pour l'avenir, sinon je ne serais pas là.

Arnaud Ancelin - Chaudronnier depuis 30 ans

La principale activité aujourd'hui de l'entreprise néerlandaise à Dieppe, c'est la réparation. Et malgré sa récente installation, le groupe Padmos se fait une place de choix à Dieppe. Les bateaux à réparer viennent d'autres régions, un signe encourageant. *"On nous appelle de plus en plus loin"*, détaille Thomas Ramet, le directeur du site, *"en décembre, on va réceptionner deux bateaux de Lorient pour de grosses réparations."*

Dans deux semaines, j'ai un bateau anglais qui arrive, ça se développe. On ne veut pas aller trop vite car on n'arriverait pas à suivre mais pour l'instant ça va dans le bon sens.

Thomas Ramet - Directeur de Padmos Dieppe

durée de la vidéo : 00h01mn59s



Un reportage de Grégory Archiapati et Stéphane L'Hôte • ©France Télévisions

En reprenant ce site en février 2025, le groupe Padmos avait une ambition, relancer la construction navale. C'était un atout important aux yeux des politiques engagés pour faire venir une nouvelle entreprise sur le port de Dieppe. Mais cette ambition est mise entre parenthèses, le projet est retardé. En cause, selon Padmos, des problèmes de nuisances sonores pour le voisinage.

Une solution de secours a dû être trouvée rapidement par l'entreprise, elle a choisi de replier cette activité sur un des ces autres sites de production. *"Ici on coupe et on prépare la tôle et on va envoyer au compte-goutte en Hollande, où on a trouvé un plan B, sur un petit chantier de Padmos. Cela va nous permettre d'assurer la livraison comme prévu, dans un an"*, explique le directeur du site.

D'ici 2029, Padmos espère pouvoir construire un nouveau hangar sans contraintes et enfin relancer la construction navale. Une activité à laquelle les Dieppois sont très attachés.

Avec Grégory Archiapati

Des travaux à Barentin cet été : 450 mètres de canalisations refaits, un impact sur la circulation

Clara Dannery

5-7 minutes

La mairie de Barentin annonce des travaux dans le centre-ville, prévus tout l'été, afin de réparer des canalisations. Les conditions de circulation seront modifiées en conséquence.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les travaux auront lieu rue Pierre et Marie Curie, dans le centre-ville de Barentin. - Archives Paris Normandie



Par Clara Dannery

Publié: 1 Juillet 2026 à 11h21 Temps de lecture: 1 min

Du 5 juillet au 30 août 2026, des travaux auront lieu dans la rue Pierre et Marie Curie à Barentin. Il s'agit de la réfection de 450 mètres de canalisations, confiée à Veolia par la communauté de communes Caux-Austreberthe.

Les travaux sont prévus sur la période estivale afin de limiter le plus possible les impacts sur les habitants.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Modifications de circulation

Pour garantir la sécurité des usagers pendant la durée des travaux, des modifications de circulation seront mises en place.

La rue Pierre et Marie Curie ne sera praticable qu'en sens unique montant. Une déviation sera prévue par l'avenue Aristide Briand, ou via la RD 6015 pour les poids lourds.

Le stationnement sera également interdit sur l'ensemble de la zone concernée.

Pendant la dernière quinzaine d'août, la déviation de l'avenue Aristide Briand sera également fermée afin de raccorder la nouvelle canalisation.

Retrouvez les plans de circulation sur le site de la mairie de Barentin : www.ville-barentin.fr.

Lire aussi



[Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen](#)



[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)





Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



Rentrée 2026 : les gagnants et les perdants de la nouvelle carte scolaire dans la métropole de Rouen





[Rouen : ce que le raccordement de la Sud III au pont Flaubert change pour 70 000 automobilistes quotidiens](#)

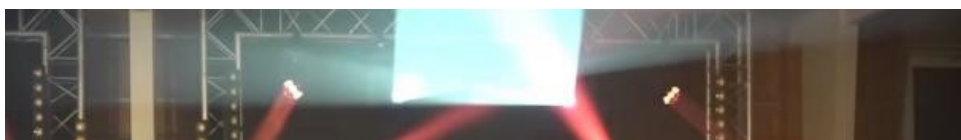


[Conflit à l'église : il se déguise en nazi pour la messe et harcèle le prêtre avec des excréments](#)



Exclusif

[Contournement Est de Rouen : « Le projet n'avancera plus », annonce le ministre des Transports](#)





[Ces musiciens normands, en uniformes de GI, font le buzz sur Youtube et dépassent 1,5 million de vues](#)



[Coupe du monde 2026 : cette ville près d'Elbeuf diffusera la demi-finale sur écran géant... mais sans le son !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

PARIS **NORMANDIE**

[Retour en haut du site](#) [Région](#) [Rouen](#) [Le Havre](#) [Évreux](#) [Dieppe](#)
[Fécamp](#) [Vernon](#) [Louviers](#) [Yvetot](#) [Bernay](#) [Bolbec](#) [Pont-Audemer](#)
[Elbeuf](#) [Lillebonne](#) [Neufchâtel-en-Bray](#) [Deauville et sa région](#) [Caen](#)
[Faits divers](#) [France](#) [Monde](#) [Pratique](#) [Emploi](#) [Immobilier](#) [Sports](#)
[Loisirs](#) [Économie](#) [Politique](#) [Vidéos](#) [Agenda](#) [Index journalistes](#) [La](#)
[Voix du Nord](#) [L'Union](#) [Le Courrier picard](#) [L'Aisne nouvelle](#) [L'Est Eclair](#)
[L'Ardennais](#) [Nord Littoral](#) [Le Messenger](#) [Le Soir](#) [Sud Info](#)

Le Havre : après le tramway, un nouveau chantier va impacter plusieurs quartiers cet été

Marie-Ange Maraine

6-8 minutes

Alors que les travaux du tramway se poursuivent, un nouveau chantier va débuter dans plusieurs rues du Havre dès le 3 août 2026 et jusqu'à l'automne 2027 pour étendre le réseau de chaleur du Mont-Gaillard. 2 400 équivalents logements vont pouvoir faire des économies.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les travaux du réseau de chaleur Sud, puis le chantier du tramway et de nouveau le réseau de chaleur... Le Havre multiplie les transformations et les rues barrées. - Boris Maslard/Paris Normandie



Par [Marie-Ange Maraine](#)

Publié: 2 Juillet 2026 à 06h34 Temps de lecture: 2 min

Les Havrais n'ont sans doute jamais vu autant de chantiers en même temps. Pendant que les travaux de la future ligne de tramway se poursuivent dans plusieurs quartiers, un autre réseau, celui du chauffage urbain, va reprendre sous les rues de la ville. À partir du lundi 3 août 2026, de nouveaux travaux vont donc débuter pour étendre le réseau de chaleur du Mont-Gaillard. L'objectif est double puisqu'il s'agit d'alimenter de nouveaux bâtiments et de relier, à terme, ce réseau à celui du Havre Sud. Une connexion qui permettra d'augmenter la part d'énergies renouvelables utilisée pour produire la chaleur.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Mis en service en 1960 et exploité par la Société de distribution de chaleur du Mont-Gaillard (SDCMG), une filiale locale d'Engie, le réseau s'étend aujourd'hui sur 26 kilomètres et alimente l'équivalent de 10 200 logements. D'ici à l'automne 2027, il gagnera 7,5 kilomètres supplémentaires. Et c'est l'équivalent de 2 400 logements dans les secteurs Copieux et du Bois de Bléville qui vont bénéficier de ce mode de chauffage, grâce à la création de 45 nouvelles sous-stations.

Des écoles, des appartements, des seniors.

Parmi les futurs bâtiments alimentés figurent notamment le groupe scolaire Colette et la crèche municipale Emmi-Pikler dans le secteur Copieux. Au Bois de Bléville, la résidence seniors Henri-Dunant, la Fabrique Pierre-Hamet, les groupes scolaires Prévert et Flavigny, le stade Delaune ainsi que de nombreux logements sociaux gérés par Logeo Seine, Alcéane et 3F Normanvie bénéficieront également du réseau.

Les premiers travaux débuteront le 3 août dans les rues Albert-Copieux et Bir-Hakeim, où ils devraient durer environ six semaines. Ils se poursuivront à partir du 9 septembre rue Bayard, puis à compter du 21 septembre dans une autre section de cette même rue ainsi que rue Hippolyte-Fenoux. Le 7 octobre, le chantier se déplacera dans une nouvelle portion de la rue Bayard et rue Stravinsky. Enfin, à partir du 19 octobre, pendant les vacances de la Toussaint, des travaux seront réalisés au groupe scolaire Colette pour une durée estimée de deux semaines.

Encore plus vertueux.

En parallèle, un autre chantier débutera le 17 août sur l'avenue du Grand-Hameau, au niveau du passage sous la rue Irène-Joliot-Curie et du rond-point voisin. Les travaux devraient s'y poursuivre pendant environ deux mois.

Au-delà de l'extension du réseau, le chantier permettra également de créer une connexion entre le réseau de chaleur du Mont-Gaillard et celui du Havre Sud. Aujourd'hui, le réseau du Mont-Gaillard fonctionne à 50 % grâce à la biomasse issue de bois de classe A. [Celui du Havre Sud](#) est alimenté à 80 % par des énergies renouvelables et de récupération, grâce à la combustion de bois de classe B et à la récupération de chaleur perdue provenant de la [raffinerie TotalEnergies](#). Une fois les deux réseaux interconnectés, la part d'énergies renouvelables utilisée par le réseau du Mont-Gaillard passera de 50 % à 70 %.

Des informations au quotidien

Pour réaliser cette interconnexion, deux canalisations devront passer sous la future ligne de tramway au niveau de l'avenue du Bois-au-Coq. Ces travaux sont programmés entre septembre et

novembre 2026.

Les différentes durées annoncées restent indicatives et pourront évoluer selon l'avancement du chantier. Les riverains recevront un courrier avant chaque phase de travaux précisant les conditions de circulation et les modalités de collecte des déchets. Des panneaux d'information seront également installés sur place. Une médiatrice de chantier sera prochainement joignable via un numéro vert, tandis que le site internet et l'application mobile de la SDCMG permettront de suivre l'évolution des travaux.

Lire aussi

[Après les municipales, le collectif Le Havre est à vous se raconte dans un documentaire](#)

[Le patron de bar demande sa remise en liberté, le HAC représenté au Mondial... Le point actu du 1er juillet](#)

[Incarcééré pour viols, le patron de bars du Havre demande sa remise en liberté](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Video

[CMA CGM Notre Dame au Havre : immersion au cœur d'un navire hors-norme](#)



[Après les municipales, le collectif Le Havre est à vous se raconte dans un documentaire](#)



[Le Havre : après le tramway, un nouveau chantier va impacter plusieurs quartiers cet été](#)



Video

[Le Havre. Pourquoi CMA CGM Notre Dame s'appelle CMA CGM Notre Dame ?](#)



[Le patron de bar demande sa remise en liberté, le HAC représenté au Mondial... Le point actu du 1er juillet](#)



Infographie

[Étretat, Giverny, Rouen, Le Havre : à quel point subissez-vous les effets du tourisme de masse ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Ça va rentrer au chausse-pied » : près de Rouen, ce lycée va investir ses nouveaux locaux dès la rentrée 2026

Emilien Jacques

5-6 minutes

Les travaux du nouveau lycée Notre-Dame, à Elbeuf, touchent à leur fin. Les élèves de l'institution Fénelon feront leur rentrée 2026 dans des nouveaux locaux. Visite guidée.

Sur le même thème

[Education](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



La façade extérieure des anciens locaux de l'Afpa, devenus ceux du lycée Notre-Dame, affichera le logo de l'Institution Fénelon à la rentrée 2026. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 1 juil. 2026 à 17h54

Le pari est en passe d'être **réussi**. Engagé dans une course contre la

montre pour que les nouveaux locaux du **lycée Notre-Dame**, à [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), puissent accueillir les élèves à la rentrée prochaine, son directeur Jean-Marc Jaffré se montre confiant, à quelques semaines de l'échéance. Le chef des établissements **Fénelon** n'était pourtant sûr de rien quand les [travaux de réhabilitation](#) des anciens locaux de l'Afpa ont commencé il y a seulement 6 mois, après que la vétusté des bâtiments actuels du lycée n'a contraint à un **déménagement** précipité. Mais aujourd'hui, c'est avec sérénité que Jean-Marc Jaffré parcourt le chantier mené « tambour battant » selon ses mots, et présente le nouveau lycée Notre-Dame.

Sécurité renforcée

L'accès à ces vastes locaux de **3 700 mètres carrés** situés en front de Seine se fera par deux entrées distinctes, selon qu'on soit adultes ou élèves. Là est la première nouveauté, à laquelle s'ajoute un grand réaménagement en matière de **sécurité**, comparé à ce qui se faisait dans le bâtiment de la rue Hervieux.

Un **tourniquet** régulera le flux des élèves, « à l'image de ce qui se fait dans les entreprises », fait remarquer Jean-Marc Jaffré. Chacun d'entre eux détiendra un **badge** avec son emploi du temps intégré. « Si votre emploi du temps indique que vous finissez à 16h, vous ne pouvez pas partir à 15h », détaille le directeur.

Une porte d'entrée vers le monde professionnel

Cette approche professionnelle assumée se retrouvera également à l'intérieur du bâtiment, dans des ateliers beaucoup plus **fonctionnels** et se rapprochant au mieux de ce que l'on voit dans le monde de **l'entreprise** une nouvelle fois.

Ainsi, le rez-de-chaussée de l'établissement comporte 200 mètres carrés de **plateaux techniques** dédiés aux filières Électricité, Prothèse dentaire et Lunetterie. Pour cette dernière, un magasin d'apprentissage permettra aux élèves de se confronter à de vraies situations de vente.

Autre innovation, un « **Espace 360** » de 500 mètres carrés que Jean-Marc Jaffré présente avec un enthousiasme non dissimulé : « C'est une sorte de salle polyvalente, débute-t-il. Pour le moment c'est une salle d'EPS, mais elle pourra accueillir des réunions, des

expositions... On pourra en faire ce que l'on veut ! »

Un lycée plus spacieux

La visite continue au premier étage, où 200 mètres carrés d'ateliers sont également proches d'être achevés. Ils sont cette fois consacrés aux filières Commerce et Gestion administrative. Ajouté à cela 150 mètres carrés de **salles de classe**, dont certaines ont une vue appréciable sur la Seine.

En arpentant les couloirs, on traverse de petits SAS **isolant** du bruit. « On est dans un lycée professionnel donc on a travaillé à réduire le bruit », indique Jean-Marc Jaffré. Plus loin prennent forme un **CDI** de 70 mètres carrés, le bureau d'un **psychologue**, d'une conseillère d'orientation, et, établissement catholique oblige, un **oratoire**. « Les élèves pourront venir y trouver du calme, se recueillir », commente le directeur.

Puis vient le deuxième et dernier étage avec de nouvelles salles de classe, la salle des professeurs et le bureau de la **direction**.

Des délais tenus de justesse

Tout au long de la visite, les **grands espaces** de ce bâtiment, déjà dédié à la formation professionnelle du temps de l'Afpa, laissent à penser que les **300 à 330 élèves** et les 40 enseignants de Notre-Dame gagneront en confort de travail.

「 Leur cadre de vie va changer positivement.

Même si cela « va rentrer au chausse-pied », sourit-il, les **délais** seront respectés et le déménagement interviendra en **août**, avant une mise en service des locaux à la rentrée. « Il y aura sûrement quelques finitions à faire mais il faut que le bâtiment vive pour que l'on sache ».

Les élèves ont donc rendez-vous le **1er septembre** prochain pour donner vie à leur nouveau lycée.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Voici les travaux du mois de juillet à Dieppe : ce qu'il faut savoir pour circuler sans souci

Maxime Cartier

4-5 minutes

Comme chaque mois, la rédaction vous propose une liste non exhaustive des travaux à Dieppe (Seine-Maritime) pouvant temporairement perturber la circulation ou le stationnement.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Stationnement](#)

[Travaux](#)



Voici une liste non exhaustive des travaux prévus en juillet à Dieppe (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 1 juil. 2026 à 15h06

Juillet démarre et les enfants vont entamer leurs grandes vacances, mais les **travaux**, eux, ne prennent pas de repos pour autant.

À [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), comme chaque mois, la rédaction vous propose une **liste non exhaustive** des travaux pouvant temporairement perturber la **circulation** et le **stationnement**.

La liste est mise à jour tout au long du mois et les travaux sont répartis par quartier.

Caude-Côte

Rue Rosine. D'ici le 31 juillet, afin d'effectuer des travaux de rejointement, la circulation est réduite et le stationnement interdit à proximité du chantier.

Centre-ville

Rue du Commandant-Fayolle. D'ici le vendredi 3, pour une durée n'excédant pas trois jours, la circulation est réduite pour réparer le réseau d'eau potable. Le stationnement est interdit à proximité des travaux.

Front de mer

Boulevard de Verdun. Jusqu'au lundi 6, les circulations routière et piétonne sont interdites sur la voie d'accès au mini-golf afin de refaire des enrobés.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Hôpital

Rue de Blainville. Afin d'effectuer des travaux d'intérieur, les lundi 6 et mardi 7, le stationnement est interdit sur plusieurs emplacements.

Rue Desmarquets. Du mercredi 15 au vendredi 17, la circulation et le stationnement sont interdits dans le tronçon compris entre l'avenue Pasteur et la voie Huguette-Bonvoisin afin d'effectuer le tubage d'un conduit de cheminée.

La circulation est inversée voie Huguette-Bonvoisin et s'effectue de la rue des Hospices vers la rue Dulague.

Le stationnement est interdit voie Huguette-Bonvoisin, côté pair ; rue Desmarquets, sur l'emplacement à l'angle de la voie Huguette-Bonvoisin.

Janval

Rue Jules-Ferry. D'ici le vendredi 3, pour une durée n'excédant pas trois jours, la circulation est réduite pour réparer le réseau d'eau potable. Le stationnement est interdit à proximité des travaux.

Rue des Fontaines. Afin d'effectuer des travaux de tubage d'un conduit de cheminée, le mercredi 22, entre 9 h et 16 h, pour une demi-journée maximum, la circulation est interdite dans le tronçon compris entre la rue Jean-Daval et la rue du Faubourg de la Barre.

Neuville-lès-Dieppe

Rue Aristide-Briand. Afin d'effectuer des travaux sur le réseau d'eau potable, entre le lundi 6 et le vendredi 31, durant une journée, la circulation est réduite et régulée par feux tricolores, entre la rue du Marché et la rue Germaine-Coty.

Le stationnement sera interdit.

Avenue de la République. Des travaux de raccordement collectif sur le réseau électrique sont prévus. Du mercredi 15 juillet au vendredi 14 août, la circulation de tout véhicule est déviée sur la voie de gauche.

En fonction des travaux, la circulation est réduite et alternée rue de l'Avenir, à l'intersection avec l'avenue de la République.

La circulation peut également être déviée sur la voie de gauche, entre la rue de l'Avenir et la rue de l'Hirondelle. La vitesse est limitée à 30 km/h.

Rue Jean-Puech. D'ici le vendredi 31 juillet, pour une journée maximum, la circulation est réduite et régulée par alternat manuel, entre la rue Jean-Jouen et la rue Albert-Réville, afin d'effectuer un branchement sur le réseau d'eau potable.

Impasse Cauchoise. D'ici le 31 également, mais pour un branchement sur le réseau d'assainissement, la circulation est interdite pendant une journée.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

La jetée ouest à Dieppe vient de rouvrir : combien ont coûté les travaux ?

Maxime Cartier

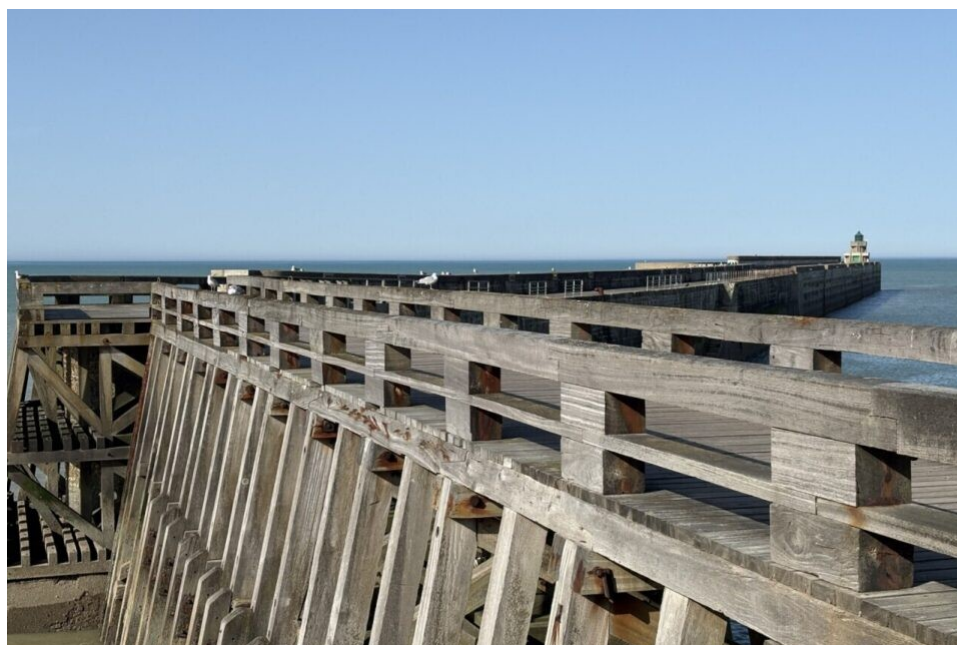
~3 minutes

Ports de Normandie vient d'annoncer ce mercredi 1er juillet 2026 la réouverture de la jetée ouest à Dieppe (Seine-Maritime). Cette dernière était fermée depuis la tempête Goretti.

Sur le même thème

[Ports de Normandie](#)

[Tempête Goretti](#)



Fermée depuis janvier 2026, la jetée ouest de Dieppe (Seine-Maritime) rouvre au public ce mercredi 1er juillet 2026. ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 1 juil. 2026 à 10h07

Bonne nouvelle pour les pêcheurs et les promeneurs. La **jetée ouest** du port de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) est à nouveau accessible au public depuis ce mercredi 1^{er} juillet 2026. [Ports de Normandie](#) a

annoncé la nouvelle par voie de communiqué de presse.

La jetée a fermé à l'issue de la **tempête Goretti**, en janvier, où elle a subi de lourds dégâts. Ainsi, Ports de Normandie a prévu un vaste **programme de réparation**.

Quels travaux ont été réalisés ?

Le chantier a permis de remettre en état les ouvrages endommagés, de rénover l'estacade en bois, de remplacer une partie des garde-corps et de renforcer plusieurs éléments de la structure pour garantir la sécurité des usagers.

« Ports de Normandie remercie les usagers pour leur patience tout au long de ces travaux et invite chacun à contribuer à la préservation de ce site exceptionnel », indique l'entreprise.

Néanmoins, cette vaste opération a un coût. Le budget des travaux réalisés pour remettre en état la jetée suite à la tempête représente un coût de 161 000 €.

Vidéos : en ce moment sur Actu

La somme se décompose de la manière suivante :

- 91 000 € pour injecter du micro-béton, reprendre le parement maçonné et effectuer le pavage à l'entrée de la jetée
- 34 500 € pour réparer le dernier caisson jarlan dont une poutre qui s'est effondrée durant la tempête
- 30 000 € pour la fabrication et la pose des garde-corps
- 5 400 € pour récupérer 70 m de garde-corps tombés à l'eau à l'aide de moyens subaquatiques

En dehors de la tempête, l'estacade en bois, fortement dégradée lors de précédentes tempêtes, a été réparée pour un montant de 140 000 €.

Au total, ce vaste chantier qui a duré plusieurs mois est chiffré à 301 000 €.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

“L’IA déplace et transforme le type de ressources nécessaires à l’exercice du pouvoir”

Par Marie Malaterre

6–7 minutes

Quelle place prend l’IA générative dans le champ de vos recherches ?

Directeur de recherche au CNRS, sociologue des organisations et doyen de l’École d’affaires publiques de Sciences Po Paris, je dirige également une chaire autour de la transformation des organisations et du travail. Nous y étudions les conséquences organisationnelles de l’adaptation aux exigences environnementales ou de la digitalisation sur le travail. Nous nous intéressons également à la façon dont les intelligences artificielles, et notamment l’IA générative, modifient les structures des relations de pouvoir au sein des organisations.

Qu’avez-vous observé dans ce domaine au sein des administrations ?

Sur ce sujet, nous sommes un peu au milieu du gué, mais nous travaillons sur ces questions, notamment avec la direction générale de l’administration et de la fonction publique (DGAFP). Pour lancer nos recherches, il nous fallait des cas d’étude et il n’a pas été facile de trouver des cas d’usage dont l’étude permette de répondre aux questions que nous nous posons. Avant d’engager ces travaux que nous allons démarrer dans les mois qui viennent, nous avons commencé par une large revue de littérature en gestion, management, anthropologie et sociologie sur l’impact de l’IA sur nos organisations ainsi que sur les relations au travail. Nous sommes déjà parvenus à formuler des hypothèses qui resteront à tester par des études de terrain.

Lire aussi : [L'État généralise son Assistant IA à tous les agents](#)

Quelles sont-elles ?

La première hypothèse est la suivante : l'IA déplace ou plutôt transforme les ressources pertinentes dans l'organisation, qui permettent d'exercer un pouvoir. Avec l'IA générative – dont on trouve des exemples concrets dans les administrations –, ceux qui maîtrisent le mieux la technologie et son fonctionnement se retrouvent les mieux placés pour s'imposer comme les acteurs légitimes de l'interprétation des résultats. Ils peuvent ainsi soit les contester, soit en renforcer la véracité. Les agents ne maîtrisant pas le fonctionnement de ces IA de manière un peu fine vont se trouver en difficulté par rapport au sens à donner à leurs contenus. L'IA déplace et transforme ainsi le type de ressources nécessaires à l'exercice du pouvoir.

L'IA générative risque ainsi de démonétiser certaines expertises et le contrôle de l'information.

Quelle est votre seconde hypothèse ?

L'IA générative s'attaque à des compétences intellectuelles et cognitives souvent attachées à des postes tendanciellement plus élevés dans une hiérarchie. Elle risque ainsi de démonétiser certaines expertises et le contrôle de l'information. Concrètement, contrôler l'information dans ces organisations, c'est-à-dire avoir accès à l'information et être capable de la distribuer sélectivement à différents acteurs, apparaît constituer un atout très important. Or, aujourd'hui, les IA génératives permettent d'avoir accès à des informations beaucoup plus précises. Il y a, là encore, une forme de déplacement du contrôle des ressources qui permettent l'exercice du pouvoir et cela va certainement modifier la place de certains acteurs autrefois très puissants.

Quels peuvent être les impacts en matière d'organisation du travail et de fonctionnement interne au sein des équipes ?

Il y a fort à parier que sur ces deux plans, les IA génératives apportent leur lot de bouleversements. Prenons l'exemple d'une administration centrale. Pour "engager", comme disent les DRH, les agents et faire en sorte qu'ils travaillent le plus efficacement possible, il ne suffit pas d'être leur chef hiérarchique et d'avoir une autorité formelle sur eux. Il faut aussi du pouvoir pour obtenir des

agents qu'ils fassent ce qu'on leur demande de faire et qu'ils n'auraient pas fait sans l'intervention du manager. Or, avant l'émergence des IA génératives, certaines expertises, par exemple, ou certaines informations détenues de manière quasi monopolistique, étaient pour les managers un moyen d'aider leurs équipes et de se rendre indispensables auprès d'elles. Cette relative dépendance mettait les managers dans une situation favorable vis-à-vis de leurs équipes, auxquelles ils pouvaient demander un peu plus en échange. Or la disparition de ce contrôle quasi-monopolistique d'expertises ou d'informations pertinentes les rend moins capables de négocier l'engagement de leurs équipes : elle leur enlève ainsi du pouvoir.

Si l'IA permet de gagner du temps, c'est aussi la porte ouverte à de nombreux malentendus.

Quels effets ces situations pourraient-elles produire à plus ou moins long terme ?

Encore une fois, l'étude de terrain permettra de rentrer dans le détail de ces questions, mais on peut d'ores et déjà repérer d'autres effets. Si l'IA permet de gagner du temps, c'est aussi la porte ouverte à de nombreux malentendus. En effet, l'IA générative produit des résultats qui ne tiennent pas compte de la dimension "politique" du fonctionnement des organisations. Prenons le cas d'un DRH qui doit rédiger ou du moins vérifier le compte rendu d'une réunion tenue en présence de représentants syndicaux. S'il utilise l'IA générative, celle-ci ne tiendra pas compte du fait que tel mot n'est pas adapté au contexte ou encore qu'il faut ménager telle ou telle partie en présence. Dans les administrations, les documents produits, quelle que soit leur nature, intègrent une dimension politique très forte qui nécessite une connaissance de la topographie de l'organisation. De la même manière, seul un agent humain sera capable de distinguer tel ou tel sujet sur lequel il ne faut pas trop insister dans le compte rendu de la réunion car il s'agit du projet de telle direction, auquel elle est très attachée. Or, tous les documents produits par l'IA générative sont d'une certaine manière apolitiques. Ce trait ne sera certainement pas sans effets sur le fonctionnement et les dynamiques collectives, les relations entre acteurs et dans les relations manager-managé.

Propos recueillis par Marie Malaterre.

Vague de départs à la retraite : la fonction publique face au défi du renouvellement

Par Marie Malaterre

4-5 minutes

Les avertissements se multiplient, mais les véritables politiques pour contrer le phénomène peinent à se mettre en place. D'ici 2060, la population en âge de travailler devrait diminuer de 8 % dans les pays de l'OCDE. *"Face à ce manque de travailleurs, il faut agir sur tous les fronts, averti Nicole Drew, analyste à l'OCDE dans le cadre d'un colloque organisé par la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) sur le management intergénérationnel. Il faut à la fois garder les travailleurs âgés plus longtemps et permettre, dans le même temps, l'entrée des jeunes. Et cela doit commencer par la fonction publique."*

L'OCDE a travaillé sur l'âge des employés dans les administrations centrales de ses pays membres. Il en ressort que, dans une majorité des pays, une grande partie des agents ont plus de 55 ans. Ils représentent environ 30 % des effectifs en France, ce qui fait de la fonction publique française l'une des plus âgées des pays de l'OCDE. À noter tout de même que le défi est encore plus important en Italie, qui compte 55 % d'agents de plus de 55 ans, ou encore en Espagne qui en compte 48 %.

Lire aussi : [Le modèle de carrière de fonctionnaire ne domine plus chez les jeunes entrants dans la fonction publique](#)

"On ne peut plus le nier, une grande vague de départs à la retraite est attendue dans les prochaines années, insiste Nicole Drew. Il est urgent de remplacer les agents qui partent et de s'assurer que les administrations conservent les bonnes compétences et les bons profils pour répondre aux défis de demain."

Pour la fonction publique française comme pour celle de l'ensemble des pays de l'OCDE, la question n'est pas seulement démographique. Elle est aussi organisationnelle. Les administrations doivent absolument savoir comment garantir la transmission des compétences dont elles auront besoin à l'avenir. *"Une partie de la réponse est d'attirer plus de jeunes vers la fonction publique",* poursuit Nicole Drew. Et c'est un exercice auquel les administrations ont encore du mal à se livrer. Pour s'en faire une idée, l'OCDE a étudié la place des jeunes dans les institutions publiques chargées des affaires de la jeunesse, comparée à celle qui leur est laissée dans les administrations centrales. *"Dans la plupart des pays, les administrations publiques chargées de la jeunesse comptent plus de jeunes que l'administration centrale,"* décrypte Nicole Drew. *C'est une bonne nouvelle, car cela montre une réelle volonté d'intégrer les jeunes à la fonction publique, mais aussi leur point de vue dans l'élaboration des politiques publiques dont ils sont destinataires."*

Mieux se projeter dans les carrières publiques

La France fait partie des pays dans lesquels les jeunes sont plus nombreux dans les administrations centrales que dans celles dédiées à la jeunesse. Mais le constat demeure : les administrations ont encore des progrès à faire pour mieux inclure les jeunes dans la fonction publique.

Selon l'OCDE, les chiffres ne suffisent pas ; il est nécessaire pour les pays membres de changer leur façon de mener les politiques publiques en intégrant davantage les jeunes. Une manière, selon l'organisation, de mieux les inclure et de faire en sorte qu'ils s'intéressent davantage aux carrières dans le secteur public en leur permettant de mieux se projeter.

Un constat qui fait d'ailleurs écho aux recommandations de la Cour des comptes, en 2025, dans le cadre de [son rapport](#) sur *"L'accès des jeunes aux emplois de l'État : une stratégie à construire"*. La rue Cambon y invite les administrations à réaliser un bilan et à engager une réflexion sur l'extension des recrutements par concours à affectation locale, à évaluer le coût des campagnes menées pour attirer et fidéliser les jeunes et à se doter d'outils de suivi qualitatif et quantitatif afin d'en garantir l'efficacité, à prévoir des voies de

fidélisation des apprentis dans l'emploi public, ou encore à définir et mettre en œuvre une stratégie dédiée spécifiquement au recrutement des jeunes, fondée sur une GPEEC de l'emploi de l'État.

« Un grand serviteur de la ruralité » : René Delcourt, ancien médecin et maire de Longueville-sur-Scie, est décédé

Rayane Beyly

4-5 minutes

Maire de Longueville-sur-Scie (Seine-Maritime) de 1983 à 2001, René Delcourt, qui était aussi un médecin apprécié dans la commune, est décédé le 27 juin 2026. Il avait 92 ans.

Sur le même thème

[Nécrologie](#)

[Terroir-de-Caux](#)



René Delcourt, ici au centre, s'était vu remettre la médaille d'honneur de la commune de Longueville-sur-Scie (Seine-Maritime) en 2024, par le maire Olivier Bureaux (à gauche) et ses adjoints Pascal Delabarre et Albert Hatchuel. ©Photo transmise à la rédaction

Par [Rayane Beyly](#) Publié le 1 juil. 2026 à 11h07

La commune de [Longueville-sur-Scie \(Seine-Maritime\)](#) a appris le décès de son ancien maire, René Delcourt, survenu le 27 juin 2026, **à l'âge de 92 ans.**

Succédant à Bernard Prioux, il avait été élu maire de cette commune **d'environ 900 habitants** en 1983. Il avait conservé son écharpe de **premier édile jusqu'en 2001**, année où Serge Boulanger a pris sa suite.

Pour l'anecdote, René Delcourt reste l'un des maires de Longueville-sur-Scie qui a été **le plus longtemps en poste**, avec **18 ans d'activité.**

Seuls Louis Amédée d'Imbleval, ancien maire de Longueville-sur-Scie **entre 1830 et 1852**, et André Lebaudy, maire **de 1942 à 1977**, sont restés plus longtemps à ce poste.

René Delcourt était aussi **conseiller général du canton** de Longueville-sur-Scie **de 1973 à 2004.**

« René était mon mentor. Longueville lui doit beaucoup »

« **Maire honoraire** de Longueville-sur-Scie, René était **mon mentor**, un exemple et celui qui m'a porté là où j'en suis aujourd'hui, réagit le maire actuel de la commune **Olivier Bureaux**, élu depuis 2014. Longueville lui doit beaucoup et notamment comme ancien chef-lieu de canton. La gendarmerie, le collège Jean-Rostand (qui porte désormais le nom de Jean-Malaurie, N.D.L.R.), l'agrandissement du centre de secours, le gymnase, c'est grâce à lui ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Olivier Bureaux, qui est né en 1971, année où René Delcourt **entamait son premier mandat** d'adjoint à la mairie de Longueville, avait eu la joie de remettre, il y a deux ans, une médaille d'honneur de la commune à cette « **grande figure locale** », pour saluer son engagement.

Un médecin qui soignait « aux quatre coins du canton »

Un engagement qui ne se limitait pas qu'à la politique. René Delcourt était aussi apprécié pour ses qualités **de médecin.**

« C'était un serviteur fidèle de notre ruralité et de ses habitants,

qu'il allait soigner tard dans la nuit aux quatre coins du canton. Je me souviens de ses fréquentes visites à la **mairie de Bertreville-Saint-Ouen**, d'où je suis natif. C'était une personnalité très consensuelle et extrêmement appréciée, raconte [Robert Le Bourgeois, député RN](#) de la 10^e circonscription de la Seine-Maritime. Mon père, qui était conseiller municipal et adjoint au maire de Bertreville-Saint-Ouen, avait eu une médaille d'or pour récompenser ses mandats locaux, et c'était le Dr. Delcourt qui lui avait remis », se souvient le député.

Le **Dr. Delcourt** était aussi le **médecin capitaine des sapeurs-pompiers** volontaires du centre d'incendie et de secours de Longueville-sur-Scie, à l'époque où l'organisation des services d'incendie et de secours était communale et non départementale.

Également vice-président du département de la Seine-Maritime

Pour [Nicolas Bertrand, vice-président de la Seine-Maritime](#) en charge de l'arrondissement de Dieppe et maire des Grandes-Ventes, René Delcourt laisse le souvenir de « l' élu typique amoureux de son territoire et de la ruralité, note-t-il. Il avait beaucoup d'empathie et il aimait les gens. C'est aussi pour ça que Charles Revet, l'ancien président du département de la Seine-Maritime, lui avait proposé d'être vice-président en charge de l'arrondissement de Dieppe, qui est le plus grand de France avec 343 communes aujourd'hui. Avec la disparition de René Delcourt, notre territoire perd un homme de conviction, un élu de terrain et un grand serviteur de la ruralité ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).